

ARTICLE DE LA REVUE JURIDIQUE THÉMIS

On peut se procurer ce numéro de la Revue juridique Thémis à l'adresse suivante :

Les Éditions Thémis

Faculté de droit, Université de Montréal

C.P. 6128, Succ. Centre-Ville

Montréal, Québec

H3C 3J7

Téléphone : (514)343-6627

Télécopieur : (514)343-6779

Courriel : themis@droit.umontreal.ca

© Éditions Thémis inc.

Toute reproduction ou distribution interdite
disponible à : www.themis.umontreal.ca

L'application de la Proclamation royale de 1763 dans les frontières originales de la province de Québec : la décision du Conseil privé dans l'affaire Allsopp*

David SCHULZE**

Résumé

Depuis quelques années, on se demande si les dispositions de la Proclamation royale de 1763 qui protègent les droits des Indiens, s'appliquent dans les frontières originales de la province de Québec.

Abstract

For some time, a debate has raged as to whether the Royal Proclamation's provisions protecting Indian rights apply generally to that part of the Province of Quebec within the boundaries set out for it in 1763.

En 1767, le Conseil privé jugea qu'elles étaient applicables à la province de Québec lorsqu'il refusa la pétition de George Allsopp pour

The Privy Council applied the Royal Proclamation's provisions concerning lands reserved for Indians to the old Province of Quebec

* Cet article est d'abord paru en anglais dans le *Canadian Native Law Reporter* sous le titre : « The Privy Council Decision Concerning Allsopp's Petition, 1767; An Imperial Precedent on the Application of the Royal Proclamation to the Old Province of Quebec », (1995) 2 *C.N.L.R.* 1. L'auteur tient à remercier le personnel des Archives nationales du Canada, en particulier madame Patricia Kennedy et monsieur Gilles Durocher, qui l'ont aidé à localiser plusieurs documents importants (l'orthographe et les abréviations des originaux ont été retenus dans les citations). Il tient également à remercier M^e Paul Dionne pour ses encouragements et pour la révision de la version française.

** Avocat, Maîtrise en histoire de l'Université McGill (1989), LL.B. de l'Osgoode Hall Law School (1993), LL.B. de l'Université de Montréal (1994).

une concession de terres au Saguenay. Ainsi, même à l'intérieur des colonies où l'établissement des sujets britanniques était permis, la Proclamation royale réservait de vastes territoires à l'usage des Indiens du simple fait que ceux-ci les occupaient en vertu d'un titre indien. En l'absence d'une cession à la Couronne, personne ne pouvait s'approprier ces territoires à quelque fin que ce soit.

Les rapports du gouverneur Murray sur le fondement desquels le Board of Trade refusa la pétition d'Allsopp, postulaient que la présence française était sujette au consentement des Indiens et que cette présence n'avait pas affecté le titre foncier des Indiens.

Les Français ne donnèrent jamais à penser aux Indiens que leurs droits étaient menacés par les forts et les postes de traite qu'ils érigeaient sur le territoire. Les Indiens considéraient qu'ils toléraient la présence française en vertu d'un droit d'occupation qu'ils avaient concédé aux Français. Ils se méfiaient de l'expansion britannique et réfutèrent les prétentions des Anglais selon lesquelles le droit d'occupation des Français avait pu leur échoir sans l'accord préalable des Indiens.

La Proclamation royale de 1763, à l'instar de toute la politique indienne des Britanniques dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, visait à maintenir la paix avec les nations in-

when it refused Allsopp's petition asking for a grant of land in the Saguenay. The Royal Proclamation reserved for Indians large areas of land held under Aboriginal title within the colonies where settlement was allowed. Without the surrender of those lands to the Crown, no individual could appropriate any part of them to his use.

The reports by Governor Murray which the Board of Trade relied on for its decision applied to the Province of Quebec the principle that French presence in North America was based on the consent of the Indians and that their underlying title remained unaffected. The French has never led the Indian nation to believe that their rights were compromised by forts and trading posts. The Indians considered the French presence on their land to be by virtue of a right of occupancy which they had granted. They viewed British expansion with considerable distrust and were not willing to accept British assertions that French rights had been transferred without their consent.

The context of the Royal Proclamation of 1763 and for British Indian policy generally in the late eighteenth century was the need to maintain peace with the Indian nations in the former French sphere of influence by recognizing Aboriginal title in imperial law.

diennes dans les parties de l'Amérique du Nord antérieurement sous influence française, et ce, par la reconnaissance du titre indien en droit impérial.

Plan de l'article

Introduction	517
I. Le contexte juridique de la décision Allsopp	519
A. L'appel au Conseil privé : juridiction et procédure.....	521
B. Analyse de la décision Allsopp.....	524
1. Les faits	524
2. Le droit.....	528
II. Le contexte juridique et historique de l'application de la Proclamation royale dans la province de Québec	533
A. Les garanties des Français aux Indiens concernant leurs terres.....	533
B. La conception indienne de la présence française en Nouvelle-France.....	535
C. La Proclamation royale : la réponse des Britanniques à la guerre de Pontiac	538
D. La reconnaissance du titre indien dans la diplomatie et dans la politique coloniale britanniques	539
E. La conformité de l'analyse du gouverneur Murray avec l'ensemble de la politique britannique.....	541
F. La conception indienne de l'application de la Proclamation royale à la province de Québec.....	542
G. La comparaison avec les Florides	544
H. Les buts de l'Acte de Québec	548
Conclusion	551

Annexe — Les documents

I. Le Conseil privé	553
A. La pétition est déférée au Comité des appels	553
B. La pétition et les documents de soutien sont lus.....	554
1. La pétition.....	554
2. Lettre du Receveur général T. Mills	555
3. Résolution du Conseil	556
4. La pétition au Gouverneur en Conseil et sa réponse	557
II. Le Board of Trade	558
A. La pétition est déférée au Board of Trade par le Comité des appels.....	558
B. L'audition.....	559
1. Le procès-verbal	559
2. Rapport du Gouverneur Murray au Board of Trade sur l'état des Postes du Roi.....	559
3. Lettre du Gouverneur Murray au Board of Trade.....	566
C. La décision du Board of Trade	567
1. Le rapport	567
2. Sanction.....	568
D. La décision du Comité des appels et la sanction du Conseil privé.....	569
E. Rapport au sujet de la pétition de Sir William Johnson pour se faire confirmer sa concession dans la vallée de la Mohawk, colonie de New York	570

Depuis quelques années, sévit une controverse en droit québécois au sujet de la Proclamation royale de 1763. On se demande si les dispositions de cette Proclamation qui protègent les droits des Indiens s'appliquent dans les frontières originales de la province de Québec.

La Cour d'appel du Québec avait enrichi le débat d'*obiter dicta* contradictoires¹. Dans l'arrêt **Adams**, le juge Beauregard, au nom de la majorité, a tenu pour acquis que la Proclamation royale protégeait, dans la province de Québec nouvellement créée, toutes les terres effectivement « occupées » par les Indiens². Quant au juge Rothman, dissident, il a fait siennes les vues des juges Paul et Barrette des cours inférieures, et décidé que la Proclamation royale protégeait les droits territoriaux des Indiens dans toutes les terres qui n'avaient été ni cédées à la Couronne ni achetées par elle³. Dans l'arrêt **Côté**, le juge Baudouin s'est dit d'avis que seules les « terres de mission (regroupant parfois plusieurs bandes) et les villages indiens créés ou autorisés par les autorités françaises » étaient protégés par la Proclamation royale dans la province de Québec nouvellement créée⁴.

Les choses semblaient plus claires au lendemain de la Proclamation royale. Aussi nous paraît-il utile d'examiner la controverse à la lumière de la décision que rendit le Conseil privé britannique dans l'affaire **Allsopp**.

La Cour suprême, en revanche, n'a pas jugé nécessaire de trancher le débat, concluant que les droits ancestraux des autochtones dans l'ancienne province de Québec n'ont pas été éteints par le Régime français et jouissent ainsi de la protection de l'article 35 de la **Loi constitutionnelle de 1982**⁵. Le juge en chef Lamer n'a pas voulu « s'attarder davantage sur les détails histori-

¹ *R. c. Adams*, [1993] R.J.Q. 1011 (C.A.) et *R. c. Côté*, [1993] R.J.Q. 1350 (C.A.); infirmé par *R. c. Adams*, [1996] 3 R.C.S. 101 et *R. c. Côté*, [1996] 3 R.C.S. 139.

² *R. c. Adams* (C.A.), *id.*, 1020-1022.

³ *Id.*, 1035.

⁴ *R. c. Côté*, précité, note 1, 1361-1363.

⁵ *R. c. Côté* (C.S.C.), précité, note 1, aux par. 51 à 54.

ques nébuleux des effets juridiques de la Proclamation, car l'affaire peut être décidée sur d'autres fondements »⁶.

Selon la Cour suprême, ce ne sont pas les « particularités historiques de la colonisation dans les diverses régions »⁷ qui déterminent la protection constitutionnelle des droits ancestraux :

L'inscription des droits ancestraux et des droits issus de traités au par. 35(1) de la Loi constitutionnelle de 1982 a modifié la situation des droits ancestraux au Canada. Comme il a été expliqué dans la trilogie Van der Peet [(1996) 2 R.C.S. 507], le par. 35(1) visait à étendre la protection de la Constitution aux coutumes, pratiques et traditions fondamentales de la culture distinctive des sociétés autochtones qui existaient avant le contact avec les Européens. Si ces coutumes, pratiques et traditions ont continué d'être observées après le contact avec les Européens et n'ont pas été éteintes de façon expresse, elles sont droit d'être reconnues dans la Constitution, sous réserve de l'application des critères relatifs à l'atteinte et à la justification formulés dans les arrêts Sparrow [...] [(1990) 1 R.C.S. 1075] et Gladstone [...] [(1996) 2 R.C.S. 723].⁸

La Cour suprême a rejeté les thèses avancées par le procureur général du Québec pour justifier le refus de reconnaître les droits de propriété des autochtones au Québec, comme des interprétations qui risquaient « de saper l'objet même du paragraphe 35(1) en perpétuant l'injustice historique dont les peuples autochtones ont été victimes aux mains des colonisateurs »⁹.

Toutefois, nous ne croyons pas que la protection des droits de chasse et de pêche et du titre aborigène des autochtones au Québec en vertu de la Proclamation royale de 1763 soit devenue une question purement théorique par l'effet de l'article 35 de la **Loi constitutionnelle de 1982** et à la lumière de la décision de la Cour suprême du Canada dans **Côté**.

D'une part, la Proclamation royale de 1763 demeure un fondement aux droits autochtones reconnu explicitement par la Constitution puisque le paragraphe 25a) de la **Loi constitutionnelle de 1982** prévoit que les droits et libertés garantis par la Charte ne peuvent porter atteinte aux droits ou libertés des peuples autoch-

⁶ *Id.*, par. 41.

⁷ *Id.*, par. 53.

⁸ *Id.*, par. 51.

⁹ *Id.*, par. 54.

tones « reconnus par la proclamation royale de 1763 ». La Proclamation demeure également un décret d'ordre constitutionnel, puisqu'elle a créé la province de Québec et en a défini pour la première fois les frontières¹⁰.

D'autre part, l'affaire *Allsopp* démontre que, par sa décision dans *Côté*, la Cour suprême n'a pas innové, mais a plutôt rétabli le droit tel qu'il fut compris aux débuts de la colonisation britannique au Canada. Comme l'a expliqué la Commission royale sur les peuples autochtones dans son rapport final, « [i]l s'agit de la reconnaissance du fait que les nations autochtones avaient droit aux territoires en leur possession tant qu'elles ne les avaient pas cédés »¹¹. Elle s'inscrit dans une étape de l'histoire des relations entre autochtones et non-autochtones qui fut caractérisée par l'interaction et la coopération, même si une phase de déracinement et d'assimilation devait y succéder¹².

I. Le contexte juridique de la décision Allsopp

En 1767, sur la recommandation de son Comité des appels, le Conseil privé rejeta en effet la pétition du marchand George Allsopp¹³ qui voulait une concession foncière à Tadoussac et à Chicoutimi, et entérina la décision du Conseil législatif de Québec de faire démolir les bâtiments qu'Allsopp y avait déjà construits. Les motifs du Comité des appels précisent qu'Allsopp « *had no Right, by Your Majesty's proclamation of the 7th of October, 1763, to trade at the Posts of the Royal Domain at Tadoussac and Chegotimi on the River Saguenay in the province of Canada or to erect any Magazines or make any establishment for the purpose of trade there [...]* »¹⁴.

¹⁰ Cependant, il s'agit d'un décret qui ne figure pas à l'annexe mentionnée au paragraphe 52(2) de la *Loi constitutionnelle de 1982*.

¹¹ *Rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones*, vol. 1, « Un passé, un avenir », Ottawa, Groupe Communication Canada, 1996, p. 122.

¹² *Id.*, au chapitre 5.

¹³ Malgré les variations dans les documents cités, la graphie exacte du patronyme est « Allsopp ». Voir la biographie de « George Allsopp », par D. ROBERTS, dans *Dictionnaire de biographie canadienne*, t. 5, « 1801 à 1820 », Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1983, p. 21.

¹⁴ Voir la décision du Comité des appels et la sanction du Conseil privé, *infra*, Annexe, II.D.

Plusieurs auteurs ont rapporté la décision du Conseil législatif de Québec et le fait que le Conseil privé l'avait confirmé¹⁵. Cependant, aucun d'eux n'a mentionné que le litige avait fait l'objet d'une audition au Board of Trade, puis d'une décision judiciaire du Comité des appels du Conseil privé¹⁶.

Par ailleurs, si tant est que les « dispositions indiennes » de la Proclamation royale s'appliquent à l'ensemble du Québec de 1763, la controverse « parente » concernant la reconnaissance du titre indien par la Couronne française est sans objet¹⁷.

En effet, même en admettant que le droit public français de l'époque n'ait pas reconnu le titre indien¹⁸, cette lacune ne pour-

¹⁵ Brian SLATTERY fut le premier à faire état de cette décision dans sa thèse de doctorat, *The Land Rights of Indigenous Canadian Peoples as Affected by the Crown's Acquisition of Their Territories*, thèse D.Phil., Oxford University, 1979 (rééditée par le Native Law Center, University of Saskatchewan, 1979), pp. 223-224. Voir aussi P. DIONNE, « Les postulats de la Commission Dorion et le titre aborigène au Québec : vingt ans après », (1991) 51 *R. du B.* 127, 144 et 145; Richard BOIVIN, « Pour en finir avec la *Proclamation royale* : la décision *Côté* », (1994) 25 *R.G.D.* 131, 138 et 139. Depuis la publication de cet article en version anglaise, un livre traitant du même sujet est paru et s'y réfère : Nelson-Martin DAWSON, *Lendemain de conquête au Royaume du Saguenay : Le Domaine du Roi dans la politique impériale britannique (1760-1767)*, Montréal, Nuit Blanche Éditeur, 1996, pp. 12, 59 et 60, 61 et 62. Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de commenter ce livre autrement que pour signaler que l'auteur a énoncé lui-même la thèse principale de son ouvrage en avouant ne pas avoir pu retracer le document qui lui aurait permis « d'asseoir définitivement l'hypothèse que la question indienne fut un élément négligeable dans l'élaboration de la politique de gestion du Domaine du roi sous le Régime militaire » : *id.*, p. 72, n° 15. Sans doute, ce but de minimiser « la question indienne » n'est pas étranger au fait que l'ouvrage prend racine dans un contrat de recherche accordé à l'auteur par le ministère de la Justice du Québec.

¹⁶ La raison en est probablement que la décision du Comité des appels n'a jamais été publiée intégralement et que le résumé des différentes étapes du procès a paru dans des volumes épars. On ne peut regrouper tous les textes pertinents à l'affaire qu'en fouillant plusieurs collections différentes aux archives. L'ensemble de ces textes est reproduit en annexe.

¹⁷ *R. c. Côté*, précité, note 1, 1363-1365.

¹⁸ Hypothèse hautement improbable. Pour sa part, W.J. ECCLES, historien de la Nouvelle-France, soutient : « the French Crown most certainly did recognize Aboriginal title ». Voir son article « Sovereignty-Association, 1500-1783 », (1984) 65 *Canadian Historical Rev.* 475. Comme l'a souligné le juge en chef Lamer, le droit français n'a pas, de toute façon, précisé l'inexistence d'un titre aborigène, la colonisation française a eu lieu presque exclusivement dans la vallée du Saint-Laurent, une région dépeuplée à l'arrivée de Samuel de Champlain en 1603, et, en outre, « dans ses relations diplomatiques, la Couronne française a maintenu que les autochtones formaient des nations

rait affecter les droits des Autochtones en droit public britannique. Voici comment s'exprimait à ce sujet le juge Baldwin de la Cour suprême des États-Unis, dans une affaire concernant le titre indien en Floride orientale :

*The proclamation of October 1763, then, must be taken to be the law of the Floridas till their cession by Great Britain to Spain in 1783, superseding during that period the laws of Spain which had been before in force in those provinces, so far as they were repugnant; and according to the established principles of the laws of nations, the laws of a conquered or ceded country remain in force till altered by the new sovereign.*¹⁹

La province britannique de Floride orientale, tout comme la province de Québec, avait été créée en vertu de la Proclamation royale de 1763. En appliquant par analogie le raisonnement du juge Baldwin, les « dispositions indiennes » de la Proclamation royale auraient nécessairement supplanté le droit public français au Québec, dans la mesure de toute incompatibilité.

A. L'appel au Conseil privé : juridiction et procédure

Le droit d'interjeter appel au Conseil privé tire son origine du droit de tout citoyen anglais de demander justice au roi en son « conseil » (« *the King in Council* »). Avec le temps, la Chambre des Lords devint le tribunal de dernière instance pour la Grande-Bretagne et l'Irlande; mais pour les colonies, le Conseil privé demeura l'instance ultime d'appel²⁰. De nos jours, ce cumul du pouvoir exécutif et du pouvoir judiciaire dans une même instance peut paraître étrange. Néanmoins, un auteur signale que les décisions du Conseil privé n'en étaient pas moins « judiciaires » que celles de la Chambre des Lords²¹.

souveraines et n'étaient pas de simples sujets du monarque » : *R. c. Côté* (C.S.C.), précité, note 1, par. 46 à 48; voir également *R. c. Adams* (C.S.C.), précité, note 1, par. 33.

¹⁹ *Mitchel v. United States*, 34 U.S. 711 (1835) (9 Pet. 711) 748 (nos caractères gras).

²⁰ J.D. PALMER, *The Practice on Appeals from the Colonies to the Privy Council*, Londres, Saunders & Benning, 1831, p. 3.

²¹ Joseph Henry SMITH, *Appeals to the Privy Council from the American Plantations*, New York, Octagon Books, 1965, p. 655 : « if the House of Lords is to be treated as a court, the Privy Council is not less entitled ».

Si sa jurisprudence tarda à s'imposer, c'est que le Conseil privé rendait ses décisions sous forme d'ordres-en-conseil et non de jugements, et que ces « ordres » ne connaissaient souvent qu'une diffusion restreinte²². Pourtant, entre 1696 et 1783, le Conseil privé entendit près de 1 500 appels de 35 juridictions différentes²³. Si bien que dans les colonies, les justiciables ne pouvaient jamais exclure la possibilité d'un appel au Conseil privé²⁴. On en appelait au Conseil privé non seulement des jugements des tribunaux coloniaux, mais aussi des décisions des gouverneurs²⁵.

À partir de 1696, le Conseil privé lui-même ne conserva que les fonctions exécutives, déférant les litiges aux instances judiciaires appropriées²⁶. La fonction judiciaire fut alors remplie par un comité du Conseil privé désigné sous le nom de « the Lords of the Committee for hearing appeals from the Plantations » ou encore « the Committee for Appeals »²⁷. Formé d'au moins trois membres du Conseil privé, le Comité des appels donnait des avis sur les pourvois provenant des colonies. À compter de 1833, on ne nomma plus que des juges à ce comité, ce qui en fit le « Judicial Committee of the Privy Council », plus connu des juristes canadiens²⁸.

Quant au Board of Trade, son rôle était de surveiller l'administration interne des colonies, mais il était aussi doté de vastes pouvoirs d'enquête, conseillé par le Procureur général et le Solliciteur général au plan juridique²⁹. Ses décisions ne devenaient exécutoires qu'une fois approuvées par le Conseil privé³⁰.

²² *Id.*, 660.

²³ *Id.*, 658.

²⁴ *Id.*, 661.

²⁵ J.D. PALMER, *op. cit.*, note 20, p. 3.

²⁶ G.A. WASHBURNE, *Imperial Control of the Administration of Justice in the Thirteen American Colonies, 1684-1776*, New York, Columbia University Studies in Social Sciences, 1923, p. 137.

²⁷ *Id.*, p. 58.

²⁸ J.D. PALMER, *A Supplement to the Practice on Appeals, from the Colonies to the Privy Council*, Londres, Saunders and Benning, 1834, p. 5.

²⁹ G.A. WASHBURNE, *op. cit.*, note 26, p. 70.

³⁰ *Id.*, p. 134.

Aussi, selon la procédure habituellement suivie, un appel colonial faisait d'abord l'objet d'un rapport du Board of Trade, lequel était soumis au Comité des appels³¹. Par la suite, l'ordre-en-conseil du Conseil privé rendait exécutoires les décisions du Board of Trade et du Comité des appels³².

Les individus affectés par les lois et ordonnances coloniales, des marchands pour la plupart, venaient régulièrement chercher remède en métropole. Par l'entremise de leurs représentants à Londres, les colonies soumettaient habituellement au Board of Trade un plaidoyer écrit, appelé « *memorial in reply* ». Celui-ci était souvent suivi d'une audition formelle avec plaidoiries orales des représentants ou des avocats des parties³³.

Un auteur a décrit ainsi le système britannique des appels coloniaux :

*The King in Council was the center of the imperial system for the control of the administration of justice. Cooperating with the Council, but always subordinate to it, were the other imperial agencies. The whole machinery included the King in Council which registered all final actions, the committee which acted in the capacity of a court of appeals and the Board of Trade which gathered material for investigation. The Council was at once an executive and a judicial body. In its executive capacity it could control the organization and development of the colonial judicial system and in its judicial capacity it was the court of last resort for all cases arising in colonial courts.*³⁴

Cette description résume assez bien le cheminement de la pétition d'Allsopp. Cette pétition fut d'abord soumise au Conseil privé, qui lui-même la déféra à son Comité des appels. Le Comité demanda au Board of Trade de lui faire rapport, prit ce rapport en délibéré, et en adopta les conclusions dans sa propre décision. Celle-ci, finalement, fut entérinée par ordre-en-conseil du Conseil privé.

³¹ *Id.*, p. 138.

³² *Id.*, p. 137.

³³ E.B. RUSSELL, *The Review of American Colonial Legislation by the King in Council*, New York, Columbia University, Studies in History, Economics, and Public Law, 1915, pp. 50-53.

³⁴ *Id.*, p. 72 (nos caractères gras).

B. Analyse de la décision Allsopp

1. Les faits

La traite des fourrures à Tadoussac et à Chicoutimi constituait un monopole depuis que Louis XIV avait décidé d'affermir le « Domaine du Roi » en 1676. Le commerce aux « Postes du Roi » resta d'ailleurs un monopole accordé par la Couronne jusqu'en 1859, date à laquelle la Compagnie de la Baie d'Hudson décida de ne pas demander le renouvellement de son bail³⁵.

En 1760, peu après la conquête britannique, le gouverneur James Murray avait dû pacifier les Indiens de « Tadasac », suite au meurtre de deux des leurs par le capitaine d'une goélette new-yorkaise en mouillage au Saguenay. Grâce à l'intercession des Hurons de Lorette, Murray avait réussi à répondre aux doléances des Montagnais, concluant avec eux un traité selon lequel ils se soumettaient au gouvernement du Roi, en contrepartie de sa protection et de l'assurance de n'avoir plus à subir les insultes des marins venus à la traite au Saguenay³⁶.

Entre 1760 et 1762, les Postes du Roi furent administrés au nom de la Couronne par un agent du gouverneur Murray³⁷. De-

³⁵ Russel BOUCHARD, *Le Saguenay des fourrures : Histoire d'un monopole*, Chicoutimi-Nord, Imprimerie Gagné, 1989, pp. 112-114, 230.

³⁶ Lettre du Général Murray à William Pitt, 1^{er} janvier 1761, citée dans l'affaire du Conseil privé *In the Matter of the Boundary Between the Dominion of Canada and the Colony of Newfoundland in the Labrador Peninsula*, (1927) 7 *Joint Appendix* 3234 (ci-après citée : « *In the matter of the Boundary* »). Les termes du traité indiquaient que les Indiens de Tadoussac « having submitted to his Majesty's Governmt expected his Protection and to be exempted for the future from the insults of the crews of the ships trading in the river ».

³⁷ Dans un livre qu'il a publié récemment, l'historien Denis Vaugeois fait grand cas d'une « Déposition d'Athanase La Plague, Huron de Lorette, le 19 décembre 1765 » qu'il reproduit en annexe. En 1762, ce La Plague, muni d'un permis du gouverneur Murray, aurait fait « la Chasse & la traite avec les Montagnais » et aurait ensuite remis ses pelleteries à l'agent des Postes du Roi à Chicoutimi. Mais Murray, en apprenant que La Plague était passé « à mon Poste », aurait confisqué tout ce que le Huron y avait déposé. Voir Denis VAUGEOIS, *La fin des alliances franco-indiennes; Enquête sur un sauf-conduit de 1760 devenu un traité en 1990*, Montréal, Boréal/Septentrion, 1995, pp. 165, 227-229. Vaugeois conclut que ce document restreint la portée de la liberté de coutumes et de commerce assurée aux Hurons par le traité de Murray de 1760, traité reconnu par la Cour suprême dans l'arrêt *R. c. Sioui*, [1990] 1 R.C.S. 1025. D'une part, cette « déposition » mérite une lecture critique puisqu'elle provient d'une collection aux Archives nationales du

vant le piètre succès financier de son agent, Murray demanda au Board of Trade et à la Trésorerie la permission de donner à bail l'exploitation des Postes du Roi³⁸. En septembre 1762, un premier bail fut donc accordé aux marchands Thomas Dunn et John Gray, aux fins d'y faire « *the Indian Trade and several sorts of Fishery* », pour un terme certain d'un an avec possibilité de renouvellement pour 14 autres années, le tout sous réserve de l'approbation du roi³⁹. Ce bail fut approuvé par le Board of Trade en 1764, en dépit de l'opposition du marchand Anthony Merry, un associé d'Allsopp⁴⁰.

La Proclamation royale de 1763 autorisa tous les sujets de la Couronne à commercer avec les Indiens, à la condition qu'ils obtiennent un permis du gouverneur de la colonie où ils entendaient faire la traite, et qu'ils respectent les règlements édictés à cet égard⁴¹. Une proclamation du gouverneur Murray, en janvier 1765, vint confirmer la liberté de commerce avec les Indiens. Mais elle exigeait des commerçants qu'ils fournissent caution, et elle leur interdisait de traiter à l'extérieur des forts et des postes déjà établis⁴².

Cette même année 1765, George Allsopp et ses associés se virent refuser un permis pour faire la traite dans le Domaine du

Canada intitulée « Charges against James Murray, 1765-67 » et qu'elle fut contresignée par Allsopp, chef de file du groupe qui avait formulé contre Murray des accusations dans le but de le faire rappeler à Londres. D'autre part, il y va non seulement des droits des Hurons issus du traité, mais aussi des droits ancestraux des Montagnais — comme le démontre l'affaire *Allsopp*. L'on ne pourrait donc tirer de conclusions juridiques sur la signification de ces événements sur la foi de ce seul document.

³⁸ Rapport du Gouverneur Murray au Board of Trade sur l'état des Postes du Roi, *infra*, Annexe, II.B.2.

³⁹ Lease of King's Posts, 20 septembre 1762, dans *In the Matter of the Boundary*, précité, note 28, 3234.

⁴⁰ Dunn and Gray Request Confirmation of their Lease of the King's Posts, 21 janvier 1764, dans *id.*, 3240.

⁴¹ L.R.C. (1985), App. II, n° 1 : « the Trade with the said Indians shall be free and open to all our Subjects whatever ». En français : « Nous déclarons & enjoignons que le commerce avec les dits sauvages sera libre ». Cette traduction est celle publiée le 28 janvier 1764 et reproduite dans Canada, *Report of the Public Archives for the Year 1918*, Ottawa, King's Printer, 1920, App. B, p. 328. La traduction de la Proclamation royale publiée dans les Lois révisées du Canada laisse à désirer : voir P. DIONNE, *loc. cit.*, note 15, 138.

⁴² A Proclamation, 31 janvier 1765, dans *Report of the Public Archives for the Year 1918*, *id.*, App. C, pp. 402 et 403.

Roi, bien qu'ils aient reçu la permission générale de traiter avec les Indiens dans la province de Québec⁴³. Ce refus n'empêcha cependant pas Allsopp d'envoyer une expédition de traite au Saguenay. Sur quoi Peter Stuart, l'agent des marchands Dunn et Gray, enregistra une déclaration portant qu'Edward Chinn, l'associé d'Allsopp, avait construit une maison et un entrepôt à un quart de mille du Poste du Roi à Chicoutimi, et qu'il y avait fait la traite durant tout l'hiver⁴⁴.

En mai 1766, Dunn et Gray informèrent le gouverneur et le Conseil législatif que Chinn avait fait la traite à Chicoutimi, qu'il y avait construit des bâtiments, et qu'il avait l'intention d'en construire d'autres⁴⁵. Allsopp et ses associés répliquèrent au moyen d'une pétition, demandant qu'on leur octroie cent acres de terrain afin de mieux poursuivre leur commerce : « *That for carrying on the said Trade Your petitioners find it absolutely necessary to have at Tadousac and at Chegoutimi aforesaid a Tract of Land whereon to build a Dwelling house, Store houses and other offices as also Land for pasturage and fire wood* »⁴⁶.

Le gouverneur et le Conseil refusèrent la demande d'Allsopp, sans explication. Si on en croit leurs délibérations, ils préférèrent attendre l'arrivée du nouveau receveur général, l'officier chargé de surveiller les terres de la Couronne et d'en percevoir les revenus, avant de décider si Allsopp et ses associés avaient le droit de faire la traite aux Postes du Roi. Par contre, ils étaient convaincus que la construction de bâtiments à Chicoutimi constituait un empiètement sur les terres réservées aux Indiens en vertu de la Proclamation royale. Aussi en ordonnèrent-ils la démolition dans les termes suivants : « *that Messrs. Alsop & Co. should be warned & forbid at their peril to erect buildings on the lands reserved by his Majs Proclamation to the savages within the Province, &*

⁴³ Rapport du Gouverneur Murray au Board of Trade sur l'état des postes du Roi, *infra*, Annexe, II.B.2.

⁴⁴ Affidavit de Peter Stuart, 8 août 1766, Archives nationales du Canada, RG 1, C.O. 42, vol. 26, pp. 266 et 267, bobine B-30.

⁴⁵ Rapport du Gouverneur Murray au Board of Trade sur l'état des Postes du Roi, *infra*, Annexe, II.B.2.

⁴⁶ La pétition [de Anthony Merry, George Allsopp, Joseph Howard et Edward Chinn] au Gouverneur en Conseil et sa réponse, 30 mai 1766, *infra*, Annexe, I.B.4.

that they or others transgressing in such case should be prosecuted according to law »⁴⁷.

Dès son arrivée, en juillet 1766, le nouveau receveur général de la province approuva le bail qui affermaient les Postes du Roi à Dunn et Gray. Au même moment, le gouvernement de la colonie apprenait qu'Allsopp et ses associés continuaient d'ériger des bâtiments⁴⁸, et qu'ils troquaient quantité d'alcool aux Indiens⁴⁹.

Le procureur général en fit rapport au commandant en chef, Murray ayant déjà été rappelé à Londres⁵⁰. **Selon le procureur général, les constructions d'Allsopp et de ses associés aux Postes du Roi troublaient les Indiens dans la jouissance paisible de leurs terres, en contravention à la Proclamation royale :**

I have read and considered His Majesty's Proclamation, And as it is His pleasure to reserve under his Sovereignty, protection, and Dominion for the use of the Indians all the Land and Territories called the King's Domains, possessed by the Indians and has strictly forbid on pain of His Displeasure all His Subjects from making any Purchases or Settlements whatever, or taking possession of any of those Lands without special Leave and Licence for that purpose first obtained, I am of opinion,

That the Persons, who have presumed to erect any Buildings on the said Lands, should be ordered by the Government to take down the same immediately, and carry away the Materials, and as these kind of Offences are not only very daring, but may be attended with very dangerous Consequences, which were by the Proclamation intended to be prevented, and as the continuing the Buildings, during the Course of a prosecution against the Offenders, may prove fatal, I think the Government may, on Oath being made of the Facts, legally issue a warrant[;]

In case on application and Refusal to remove the Buildings, directed to such Number of Persons as may be thought necessary to pull down the same; And in case of Opposition the persons so to be authorized

⁴⁷ Rapport du Gouverneur Murray au Board of Trade sur l'état des Postes du Roi, *infra*, Annexe, II.B.2 (nos caractères gras).

⁴⁸ MM. Dunn et Gray à Thomas Mills, 4 juillet 1766, Archives nationales du Canada, RG 1, C.O. 42, vol. 26, pp. 262 et 263.

⁴⁹ Rapport du Gouverneur Murray au Board of Trade sur l'état des Postes du Roi, *infra*, Annexe, II.B.2 et Affidavit de Peter Stuart, précité, note 36.

⁵⁰ G.P. BROWNE, « James Murray », dans *Dictionnaire de biographie canadienne*, t. 4, « 1771 à 1800 », Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1980, p. 624.

*may be impowered to apprehend the Delinquents, and bring them hither to be punished in the ordinary Course of Justice.*⁵¹

Par conséquent, le commandant en chef et le Conseil législatif enjoignirent Peter Stuart, l'agent de Dunn et de Gray qui était également juge de la paix, de démolir tous les bâtiments érigés dans le Domaine du Roi par Allsopp, ses associés, leurs mandataires, ou par toute autre personne⁵².

Avant qu'il put être exécuté, Allsopp obtint du lieutenant-gouverneur Guy Carleton, récemment débarqué à Québec, la suspension de cet ordre et le rappel des soldats dépêchés sur les lieux. Un comité du Conseil législatif fut réuni en octobre 1766 pour enquêter sur l'état des Postes du Roi, mais au même moment, le lieutenant-gouverneur apprenait que les parties préféraient s'en remettre à la justice⁵³.

Le 4 décembre 1766, le Conseil privé fit donc lecture d'une pétition qui lui avait été transmise par le marchand londonien, Anthony Merry, en son nom personnel et au nom de ses associés de Québec, George Allsopp, Edward Chinn et Joseph Howard. La question fut ensuite déferée au Comité des appels⁵⁴.

2. Le droit

La pétition d'Allsopp mettait en jeu deux dispositions de la Proclamation royale : d'une part, la liberté de commerce avec les Indiens pour tous les sujets britanniques, et d'autre part, le droit exclusif de la Couronne d'acquérir les terres des Indiens.

La pétition abordait donc les deux questions fondamentales qui sous-tendaient la plupart des décisions du Conseil privé sur les appels coloniaux, la prérogative royale et subsidiairement, l'application des politiques commerciales anglaises :

⁵¹ Geo. Suckling à Ps. Ems. Irving, 1^{er} août 1766, Archives nationales du Canada, RG 1, C.O. 42, vol. 26, p. 264, bobine B-30 (nos caractères gras).

⁵² Memorial of Dunn and Grant, Lessees of the King's Posts, 22 octobre 1766, dans *In the Matter of the Boundary*, précité, note 28, 3252.

⁵³ *Id.*; Guy Carleton aux Lords Commissioners of Trade and Plantations, 18 octobre 1766, Archives nationales du Canada, RG 1, C.O. 42, vol. 26, pp. 336-338, bobine B-30.

⁵⁴ James MUNRO, *Acts of the Privy Council, Colonial Series*, t. 5, « 1766-1783 », Londres, His Majesty's Stationery Office, 1912, p. 46.

*The central principle of appeal jurisdiction as to the American plantations becomes [après 1696] the maintenance of the royal prerogative overseas, a legal doctrine the particulars of which were well understood, but the limits of which were not defined. A second and subsidiary principle was the maintenance of the trade policies embodied in statutes and of the interests of the English merchant class.*⁵⁵

Le rejet de la pétition d'Allsopp allait démontrer encore une fois la nécessité de subordonner le commerce à la prérogative royale.

Une lecture attentive des mémoires transmis au Board of Trade par le gouverneur Murray au sujet de cette pétition permet de dégager au moins deux pouvoirs distincts découlant de la prérogative royale.

Tout d'abord, il s'agissait évidemment du droit exclusif de la Couronne d'acquérir les terres des Indiens. Puisque les terres du Domaine du Roi étaient à toutes fins utiles des terres de chasse réservées aux Indiens (« *to all intents & purposes reserved, as hunting grounds to the savages* »), Murray estimait qu'on ne pouvait les concéder à Allsopp sans contrevenir à la Proclamation royale⁵⁶.

Mais Murray soulevait une autre question importante : si le commerce était libre, écrivait-il, des gens de tout acabit pourraient s'y adonner, et bientôt l'alcool deviendrait la monnaie d'échange dans le Domaine du Roi, au grand dam des Indiens. Les sujets britanniques auraient alors à craindre, poursuivait-il, que les Indiens victimes de pareille filouterie n'assouissent leur vengeance sur le premier d'entre eux⁵⁷. Murray rappelait le meurtre des deux Indiens de Tadoussac, en signalant que s'il n'était pas intervenu pour ordonner réparation aux proches des victimes, Dieu sait où l'instinct vengeur les aurait portés⁵⁸. Dans la mesure où elle risquait de perturber un commerce grâce auquel

⁵⁵ J.H. SMITH, *op. cit.*, note 21, p. 656.

⁵⁶ Lettre du Gouverneur Murray au Board of Trade, 26 mai 1767, *infra*, Annexe, II.B.3.

⁵⁷ Rapport du Gouverneur Murray au Board of Trade sur l'état des Postes du Roi, *infra*, Annexe, II.B.2.

⁵⁸ *Id.* : « had it not been for the timely interposition of the General who with trouble got them soothed & ordered a recompence to the suffering familys of the Indians who were killed, it's hard to say where the vindictive spirit of these people might have carried them ».

les relations entre les sujets britanniques et les Indiens étaient restées bonnes, Murray voyait dans la démarche d'Allsopp un empiètement sur la prérogative de la Couronne de faire la paix avec les nations indiennes.

Le Board of Trade, toutefois, n'aborda pas les questions de guerre et de paix dans ses conclusions, et il suggéra de laisser la Trésorerie décider si on devait continuer à administrer les Postes du Roi comme un monopole. **En revanche, la concession demandée par Allsopp fut jugée incompatible au regard de la Proclamation royale :**

*We are of Opinion, that, whatever Right he and his associates may have derived from His Majesty's Proclamation of the 7th of October 1763 to carry on a free Trade at these Posts, (which is a Question we shall not take upon us to decide;) yet that the erecting Buildings and Warehouses there, upon the Idea of permanent Establishment, is expressly contrary to both the Letter and Spirit of that Proclamation; That their proceeding to carry a plan of that Sort into Execution, after they had been warned to the Contrary by proper authority, was irregular, and that the Request they now make for a Grant of Lands at the Post of Chicoutimi ought not to be complied with.*⁵⁹

Le Comité des appels entérina ces conclusions, dans une décision qui fut aussitôt approuvée par le Conseil privé. Le Comité des appels qualifia les Postes du Roi d'exception à la règle établie par la Proclamation royale au sujet de la liberté de commerce :

*That the Petitioners had no Right, by Your Majestys proclamation of the 7th of October, 1763, to trade at the Posts of the Royal Domain at Tadoussac and Chegotimi on the River Saguenay in the province of Canada or to erect any Magazines or make any Establishment for the purpose of Trade there, and that your Majestys Right thereto ought to be considered as excluded from the general Right of Free Trade Granted by the said proclamation [...].*⁶⁰

En décidant que la Proclamation royale interdisait à Allsopp et à ses associés d'ériger des bâtiments dans le Domaine du Roi, le Board of Trade et le Comité des appels se trouvaient à souscrire à

⁵⁹ Le rapport suite à la La décision du Board of Trade, 2 juin 1767, *infra*, Annexe, II.C.1 (nos caractères gras).

⁶⁰ La décision du Comité des appels et la sanction du Conseil privé, 26 juin 1767, *infra*, Annexe, II.D.

la conclusion de Murray et du procureur général du Québec, selon laquelle les terres du Domaine du Roi étaient réservées aux Indiens au sens de la Proclamation royale.

Si cette conclusion n'est pas formulée explicitement dans le rapport du Board of Trade et dans celui du Comité des appels, c'est qu'Allsopp leur demandait de définir les établissements commerciaux compatibles avec le titre indien, et non de statuer sur la manière d'éteindre ce titre selon la Proclamation royale pour permettre la colonisation.

Deux mois seulement après avoir répondu à la pétition d'Allsopp, le Board of Trade se prononça toutefois plus explicitement quant au sens de l'expression « terres réservées aux Indiens », lorsque Sir William Johnson lui demanda de confirmer la concession de 66 000 acres que les Mohawks venaient de lui consentir dans la colonie de New York. Le Board of Trade statua que cette concession, en vertu d'un titre indien indiscutable (« *an indisputable Indian title* »), eut été illégale si elle avait été faite après la promulgation de la Proclamation royale :

Your Majesty's Proclamation of the 7th of October 1763 put a more effectual Stop to the practice of an express prohibition strictly forbidding any private person to presume to make any purchase from the Indians of any Lands reserved to the said Indians within those parts of the Colonies where your Majesty had thought proper to allow Settlement, alledging it as the Ground and Foundation of this prohibition, that great Frauds and Abuses had been Committed in the purchasing Lands to the great prejudice of the Interests of the Crown and to the great Dissatisfaction of the said Indians. [...]

Had this Transaction with the Mohawk Nation for the Surrender of a Considerable Tract of Lands to a private person, without a Licence from the Crown, taken place subsequent to the proclamation above referred to, it is clear beyond a Doubt that such a proceeding would have been expressly Disallowed as Contrary to the Letter of the said proclamation [...].⁶¹

Ce rapport du Board of Trade fut approuvé par le Comité des appels et par le Conseil privé en 1769.

⁶¹ Rapport au sujet de la pétition de Sir William Johnson pour se faire confirmer sa concession dans la vallée de la Mohawk, colonie de New York, 26 août 1767, *infra*, Annexe, II.E.

Dans l'arrêt *Côté*, après avoir résumé la controverse entourant la Proclamation royale, le juge Baudouin conclut que les « dispositions indiennes » de la Proclamation royale avaient un effet très limité dans l'ancienne province de Québec :

*Les territoires qu'elle [la Proclamation royale] visait ne comprenaient donc, à mon avis, que le territoire indien à l'extérieur des colonies déjà existantes ou à créer, d'une part, et, d'autre part, les terres déjà réservées antérieurement, de façon particulière et spécifique, aux autochtones à l'intérieur de ces colonies. Il s'agit en fait des terres de mission (regroupant parfois plusieurs bandes) et des villages indiens créés ou autorisés par les autorités françaises.*⁶²

Cette interprétation cadre mal avec la décision du Conseil privé dans l'affaire de Sir William Johnson. Les terres qui avaient été concédées à Johnson appartenaient aux Mohawks en vertu de leur titre indien et se trouvaient dans une colonie existante (New York). Il ne s'agissait pas de terres qui leur avaient été « réservées antérieurement » par une nation européenne.

Une lecture en parallèle des décisions *Allsopp* et *Johnson* permet de mieux saisir le sens de l'interdiction contenue dans la Proclamation royale, « que personne n'achète des terres des sauvages qui leur ont été réservées dans ces parties de nos colonies où nous avons trouvé à propos de permettre des établissements »⁶³.

D'une part, la Proclamation royale interdisait toute colonisation à l'extérieur des colonies, un immense territoire se trouvant ainsi réservé exclusivement aux Indiens. D'autre part, elle interdisait tout établissement, à l'intérieur des colonies, là où les terres étaient encore détenues en vertu d'un titre indien⁶⁴. Aucune colonisation n'y était permise à moins que ces terres aient d'abord

⁶² R. c. *Côté* (C.A.), précité, note 1, 1362 et 1363 (nos caractères gras).

⁶³ Cette traduction est toujours celle qui fut publiée le 28 janvier 1764 et qui est reproduite dans *Report of the Public Archives for the Year 1918, op. cit.*, note 41, p. 328. Pour le texte original, voir Proclamation royale, précitée, note 41 : « that no private Person do presume to make any purchase from the said Indians of any Lands reserved to the said Indians, within those parts of our Colonies where, We have thought proper to allow Settlement ».

⁶⁴ L'expression « titre indien » doit s'entendre ici non seulement dans son acception première de « titre ancestral », mais aussi dans le sens d'un titre sur des terres « spécifiquement réservées aux Indiens » : voir R. c. *Côté*, précité (C.A.), note 1, 1361.

été cédées à la Couronne; et tant qu'elles n'avaient pas été cédées, personne ne pouvait se les approprier à quelque fin que ce soit.

II. Le contexte juridique et historique de l'application de la Proclamation royale dans la province de Québec

La décision du Conseil privé dans l'affaire *Allsopp* n'a rien de surprenant. Elle est en tous points conforme au droit, aux règles administratives et à la pratique des traités indiens, en vigueur dans l'Empire britannique dans la seconde moitié du XVIII^e siècle.

C'est, au contraire, l'idée que la province de Québec ait pu constituer une exception aux « dispositions indiennes » de la Proclamation royale, qui en méconnaît le but premier. Grâce à la Proclamation royale, les Anglais voulaient assurer la continuité aux Indiens qui habitaient le territoire antérieurement sous influence française. Continuité, d'une part, avec les promesses que leur avaient faites les Français au sujet de leurs droits. Continuité, d'autre part, avec la conviction des Indiens que la présence française sur leur territoire dépendait de leur consentement.

A. Les garanties des Français aux Indiens concernant leurs terres

Les Français ne donnèrent jamais à penser aux Indiens que l'érection de forts et de postes de traite français constituait une menace pour leurs droits. Bien au contraire, ils s'efforcèrent de gagner l'allégeance ou du moins la neutralité des nations indiennes en se comparant avec les Anglais, leurs rivaux, dont ils disaient que la présence empêcherait les Indiens de jouir paisiblement de leurs terres.

Les Français promirent aux Indiens de respecter leur droit à la terre. Ils se firent même les champions de ce droit, en tentant d'exclure les Britanniques de leurs zones d'influence commerciale.

En août 1749⁶⁵, par exemple, le Marquis de la Galissonnière, gouverneur de la Nouvelle-France, communiquait le message suivant aux Delaware de Kittaning dans la Vallée de l'Ohio :

L'amitié, que j'ay pour vous, mes enfants, malgré votre éloignement de moy, m'a engagé à vous envoyer M. de Céloron pour vous porter ma parole et vous engager à ouvrir les yeux sur les projets que les Anglois forment sur vos terres. Vous ignorez, sans doute, les établissements qu'ils se proposent d'y faire, qui ne tendent pas moins qu'à votre ruine entière. Ils vous cachent leurs idées, qui sont de s'y établir, de façon qu'ils se rendroient maîtres de cette terre et vous en chasseroient, si je les laissois faire. [...]

*Ceux qui vous les apporteront [c.-à-d., les secours] n'envieront jamais vos terres, soit par achat ni usurpation. Loin de cela, je leur ordonnerai de vous y maintenir contre tous, et vos intérêts seront toujours les miens, si vous vous comportez bien.*⁶⁶

Deux ans plus tard, son successeur, le Marquis de la Jonquière, mettait en garde les Onondagas (l'une des cinq nations de la confédération iroquoise) contre le commerce avec les Anglais car, leur disait-il, les Anglais ne cherchaient qu'à s'approprier les terres des Indiens :

Les anglais sont bien moins empressés à vous enlever vos pelleteries qu'a se rendre maîtres de ces terres; ils ne travaillent qu'a vous séduire; vous avez la legerté de les Encourager et vôtre aveuglemen est si grand que vous appercevés Pas que la même main qui vous caresse vous donnera des coups de verge comme aux negres, et aux Esclaves sitôt quelle Se sera Emparée de ces terres. [...]

*Je vous reitere que les terres de La Belle Rivière [l'Ohio] doivent être reservées pour vôtre chasse, et vous pouvez être assuré que je vous aiderai de toutes mes forces pour en chasser tous ceux qui voudront vous y troubler.*⁶⁷

⁶⁵ Michael N. McCONNELL, *A Country Between; The Upper Ohio Valley and Its Peoples, 1724-1774*, Lincoln, University of Nebraska Press, 1992, p. 84.

⁶⁶ « Journal de la Campagne, que moy Céloron [...] ai faite par les ordres de La Galissonnière », reproduit dans Pierre MARGRY, *Découvertes et établissements des Français dans l'ouest et dans le sud de l'Amérique septentrionale*, 1614-1754, t. 6, « Exploration des affluents du Mississippi et découverte des montagnes Rocheuses (1679-1754) », Paris, Maisonneuve et Ch. Leclerc, 1888, pp. 694-696.

⁶⁷ Extrait d'un document intitulé « Paroles des Nontagués [Onondagas] des cinq nations à M. Le Marquis de la Jonquiere, Gouverneur, Lieutenant general pour le Roy, en toute La nouvelle france, terres es païs de la Louisianne en presence des chefs iroquois de village, et de guerre du Sault Saint Louis, et

Aussi, bien qu'il puisse exister « une théorie sérieuse et une interprétation du droit de l'époque à l'effet que, dans le droit français de l'époque de la colonisation, la prise de possession d'un territoire au nom du roi de France emportait conquête véritable, occupation, ou au moins colonisation au sens strict du terme, et donc transfert en pleine propriété de l'ensemble des droits fonciers et territoriaux »⁶⁸, **cette théorie ne peut avoir qu'un poids juridique très relatif puisqu'en pratique, les Français garantirent aux Indiens leurs droits fonciers et les respectèrent.**

B. La conception indienne de la présence française en Nouvelle-France

Les Indiens ne perçurent jamais comme une menace la présence française dans leurs territoires. En revanche, ils appréhendaient l'expansion territoriale des Anglais.

Les vues des Mohawks « domiciliés » des missions Sault-St-Louis (Kahnawake) et du Lac des Deux-Montagnes (Oka ou Kanasatake), qui vivaient tout près des établissements français, concordaient avec celles de la Galissonnière et de la Jonquière que nous venons de citer. S'adressant aux représentants d'autres nations iroquoises en 1754, ces Mohawks « domiciliés » mirent en relief la différence fondamentale d'objectifs et d'attitude entre les Anglais et les Français :

Ignorés vous nos freres quelle différence il y a entre notre Pere [le gouverneur de la Nouvelle-France] et L'Anglois? Allés voir Les forts que notre Pere a Etably, Et vous y verrés que La terre sous Ses murs est encore un Lieu de Chasse, ne s'Etant placé dans ces endroits que nous fréquentons que pour nous y faciliter nos besoins; lorsque l'Anglois au contraire n'est pas plutôt en possession d'une terre que le Gibier est forcé de désertes, les bois tombent devant eux, La terre se découvre, Et nous ne trouvons à peine chez eux de qouy nous mettre la nuit à L'abry.⁶⁹

du Lac des deux montagnes, des abenakis de saint francois, et des 8ta8ois [Ottawas], Sinagos et Kiskakons des Missillimakinas lesquelles paroles ont été interprétées mot à mot à chaque Nation, ainsy que les reponses, du 11. Juillet 1751 », Archives nationales du Canada, MG 1, Série C11A, vol. 97, fol. 51-52, bobine F-97 (nos caractères gras).

⁶⁸ R. c. *Côté* (C.A.), précité, note 1, 1363.

⁶⁹ « Conseil secret tenu à Montreal par les Oneyoutas [Oneidas], KasKarorens, Goyogins [Cayugas] adressé à nos domiciliés, Le 23 8bre [octobre] 1754 »,

À la fin de la guerre de Sept Ans, même quand les Français eurent renoncé à toute prétention territoriale en Amérique du Nord, cette idée continua de hanter les Indiens. La guerre éclata dans le Haut-Ohio et au sud des Grands Lacs lorsque les Britanniques présumèrent que le Traité de Paris, conclu avec la France en 1763, leur permettait de pénétrer dans les terres des Indiens.

Les nations indiennes qui prirent part à ce qu'on a convenu d'appeler la « guerre de Pontiac » n'acceptaient pas la prise de contrôle des forts français par les Britanniques. Non seulement ne leur reconnaissaient-elles aucun droit de les occuper, mais elles craignaient surtout que cette nouvelle présence britannique annonce le début d'une plus vaste entreprise de colonisation sur leurs territoires⁷⁰.

En août 1765, lorsqu'eurent cessé les hostilités, les chefs des nations de la rivière Wabash réunis avec George Croghan, surintendant adjoint des Affaires indiennes, informèrent ce dernier que la présence française sur leur territoire n'avait été possible qu'avec leur permission, et que les Français n'avaient pas pu y céder unilatéralement leurs établissements :

*They then spoke on a Belt & said Fathers, every thing is now Settled, & we have Agreed to your taking possession of the Posts in our Country. We have been informed, that the English where ever they settle, make the Country their own, & you tell us, that when you Conquered the French, they gave you this Country. That no difference may happen hereafter, we tell you now the French never Conquered neither did they purchase a foot of our Country, nor have they a right to give it to you, we gave them liberty to settle for which they always rewarded us & treated us with great Civility while they had it in their power, but as they are become now your People, if you expect to keep those Posts, we will expect to have proper returns from you.*⁷¹

Archives nationales du Canada, MG 1, Série C11A, vol. 99, fol. 387-388, bobine F-99 (nos caractères gras).

⁷⁰ Jack M. SOSIN, *Whitehall and the Wilderness : The Middle West in British Colonial Policy, 1760-1775*, Lincoln, University of Nebraska Press, 1961, pp. 65-66.

⁷¹ « Croghan's Official Journal », 15 mai 1765 au 25 septembre 1765, dans Clarence W. ALVORD et Clarence E. CARTER, *Collections of the Illinois State Historical Library*, t. 11, « The New Régime, 1765-1767 », Springfield (Illinois), Illinois State Historical Library, 1916, p. 47 et 48 (nos caractères gras). À l'époque, Croghan essayait de négocier l'entrée de soldats britanniques au Fort Chartres.

Cette interprétation n'était pas exclusive aux Indiens du Haut-Ohio et du sud des Grands Lacs; même ceux qui habitaient à proximité de Montréal la partageaient. Ainsi, en septembre 1766, les Abénaquis de Missisquoi (près du Lac Champlain) expliquèrent au gouverneur Carleton de Québec et au gouverneur Clinton de New York que les Français n'avaient pu s'établir sur leur territoire qu'avec leur permission, et qu'ils avaient d'ailleurs confiné leurs établissements dans les limites convenues :

We are going to finish with a Remonstrance something similar but if possible more urging than the foregoing [un discours antérieur par les Mohawks]. *We the Misisqui Indns. of the Abinaquis or St. Johns Tribe have inhabited that part of Lake Champlain time unknown to any of Us here present without being molested or any ones claiming any Right to it to our Knowledge, Except abt. 18 Years ago the French Govr. & Intendt. came there & viewed a Spot convenient for a Saw mill to facilitate the building of Vessells & Batteaux at St. Johns as well as for building of ships at Quebec and on the Occasion convened our People to ask their Approbation, when accordingly they consented & marked out a Spot large enough for that purpose for the cutting of Saw Timber abt. 1/2 League square, with the Condition to have what Boards they wanted for their own use, gratis, but on the Commencement of last War, said Mill was deserted and the Ironwork buried, after which we expected that every thing of the kind hereafter would subside [...].*⁷²

Du point de vue des Indiens, la présence des Français dans leur territoire découlait donc d'un droit d'occupation qu'ils leur avaient accordé. Ils n'acceptaient pas les prétentions des Britanniques que ce droit eût pu leur être transféré sans l'accord des Indiens.

⁷² « An Indian Conference [Isle a la Mote, Sept. 8-9, 1766] », dans Milton W. HAMILTON, *The Papers of Sir William Johnson*, t. 12, Albany, The University of the State of New York, 1957, p. 173 (nos caractères gras). Les deux gouverneurs s'étaient rencontrés pour discuter de la frontière entre leurs colonies. Cette frontière fut finalement fixée au 45^e degré de latitude, ce qui fait que les Abénaquis de Missisquoi se retrouvèrent dans l'actuel État du Vermont. Voir *State c. Elliott*, 616 A.2d 210 (Vt. S.C. 1992), demande d'appel refusée, 113 S.Ct. 1258 (1993).

C. La Proclamation royale : la réponse des Britanniques à la guerre de Pontiac

Le Board of Trade rédigea les « dispositions indiennes » de la Proclamation royale dans le but de mettre fin à la guerre de Pontiac. Pour atteindre ce but, il fallait combattre l'idée, fort répandue chez les Indiens comme nous l'avons vu, que les Anglais s'apprêtaient à prendre leurs terres :

*The most pressing problem in the fall of 1763 was restoring the British alliance with the natives broken by the Indian uprising under Pontiac earlier that year. Halifax [le Secrétaire d'État] was hopeful that the « Measures of Equity and Moderation » contained in the proclamation would accomplish this by restraining « unjust Settlement and fraudulent Purchase of Indian lands » and suppressing « unfair Practices in the trade ».*⁷³

Les Britanniques craignaient les répercussions du soulèvement indien non seulement là où s'était déroulée la guerre de Pontiac, mais aussi dans d'autres régions, y compris la province de Québec. Sir William Johnson, surintendant des Affaires indiennes pour le département du Nord, et le général Thomas Gage, commandant des forces britanniques en Amérique du Nord, ne prenaient pas à la légère les rumeurs voulant que les Mohawks de Kahnawake aient distribué des « ceintures de guerre » en 1761 et en 1762⁷⁴. À la même époque, l'ambition des Sénécas de créer une alliance de tous les Indiens « *from the Baye of Gaspie [sic] to the Illinois* » préoccupait également Johnson⁷⁵.

Le gouverneur Murray, pour sa part, avait décidé de continuer la politique des Français dans le Domaine du Roi à Tadoussac, en exigeant des commerçants comme condition de leur bail qu'ils fournissent des vivres aux Indiens nécessiteux et qu'ils s'en tiennent aux quantités prescrites d'alcool qu'ils pouvaient leur vendre ou leur échanger. Quelques mois à peine après les combats les plus violents de la guerre de Pontiac, les fermiers du Domaine du Roi firent l'éloge de cette politique grâce à laquelle la paix avait été maintenue dans cette région :

⁷³ J.M. SOSIN, *op. cit.*, note 70, p. 65.

⁷⁴ Richard WHITE, *The Middle Ground; Indians, Empires, and Republics in the Great Lakes Region, 1650-1815*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, p. 276, n° 13.

⁷⁵ M.N. McCONNELL, *op. cit.*, note 65, p. 172.

He [Murray] has by this means, conciliated the minds of the Savages to his Government, in so much, that when an [sic] universal revolt appears to have been entered into, by all the other Indians nations in North America those immediately under his jurisdiction, have not only remained faithful and peaceable, but when earnestly solicited to join the disaffected Tribes, they firmly declared they had no wish to change their Masters, as they had at no time before, met with better Treatment or more Justice, than since the English have been in possession of Canada.⁷⁶

Ainsi, pour comprendre la Proclamation royale de 1763 — comme d'ailleurs toute la politique indienne des Britanniques à l'époque — il faut d'abord comprendre la volonté de la Grande-Bretagne de maintenir la paix avec les nations indiennes des territoires qui étaient sous influence française en Amérique avant le Traité de Paris.

D. La reconnaissance du titre indien dans la diplomatie et dans la politique coloniale britanniques

La Proclamation royale reconnaissait le titre indien en droit impérial britannique. Les nations indiennes n'en obligèrent pas moins les Anglais à reconnaître expressément, par traité, que les Français n'avaient pas éteint leurs droits dans les « possessions » qu'ils avaient cédées en vertu du Traité de Paris.

Le 24 août 1766, par exemple, George Croghan rencontra les chefs et principaux guerriers de quatre nations de la confédération illinoise, ainsi que des Miamis, des Sénécas, des Delawares et des Shawnees, dont Pontiac lui-même⁷⁷. Ces huit nations consentirent à faire la paix avec les Britanniques et conclurent avec Croghan un traité d'alliance dont il fit rapport au général Gage dans les termes suivants :

I have now the Pleasure of Acquainting you, That I ratified and Confirmed a Peace, with the Several Nations on the following Terms. [...]

Thirdly They Agreed, That His Britannick Majesty's Troops might, when ever they thought proper, Occupy such Posts, where the French

⁷⁶ Memorial to the Lords, Commissioners of the Treasury by Richard Murray, John Gray & Thomas Dunn, 21 janvier 1764, dans *In the Matter of the Boundary*, précité, note 36, 3243 (nos caractères gras).

⁷⁷ H. PECKHAM, *Pontiac and the Indian Uprising*, Detroit, Wayne State University Press, 1994, pp. 280-283.

had before, or make others; for the Security of Trade wheresoever His Majesty Judged best.

Fourthly They Agreed, that they had sold Lands to the King of Fra[n]ce to erect Forts or Posts on, and also Land to his Subjects; for all which, they had received a consideration. That these Lands they Agreed, the King of France had a right to cede to the King of Great Britain. — But denied, That He had any right to cede any other party of their Country, to his Britannick Majesty. — And to prove, The truth of their Allegations, they referred, to several Treaties, between then [sic] and the King of France's Officers since, their first entering their Country, as then deposited in Fort Chartres.⁷⁸

Ainsi, pour mettre fin formellement à la guerre de Pontiac, les Anglais se voyaient obligés de reconnaître le titre indien dans une région où la France exerçait naguère l'influence européenne prédominante.

La reconnaissance du titre indien devint vite l'un des axes principaux de la politique coloniale britannique. Dans un rapport au Board of Trade, vers la fin de 1767, Sir William Johnson expliqua que la défaite des Français n'avait pas affecté les droits préexistants des Indiens :

They [les Indiens] called themselves a free people who had an Independant Title to the Lands which were their Ancient possessions, that the French by ceding Canada, according to the Words of the Treaty granted what was not in their power to give, their Outposts and distant possessions being only held of them, not by conquest, but by favor, that if they admitted our Right to the posts we conquered, the Country was still theirs, and in fact it is most certain that the French never spoke to them in any other Stile, as Sensible as I presume of the consequences it might have [been] with regard to their Interests, So that whatever Words are usually made use of respecting their Expressing Submission, Subjection &ca, are only to be understood as in Compliance w[ith] Form and custom the latter having no Just Idea of such Expressions, and calling themselves no more than our Friends and Allies, their Treatys, Submissions, Cessions &ca literally implying no more and whoever should undertake to go farther on the Subject

⁷⁸ Croghan to Gage, 16 janvier 1767, dans C.W. ALVORD et C.E. CARTER, *op. cit.*, note 63, p. 490 (nos caractères gras).

*with them must have a good Army at his back to protect him from their resentment [...]*⁷⁹

Johnson ne faisait alors que souligner l'évidence selon laquelle pour les Britanniques, le maintien de la paix passait par la reconnaissance des droits des Indiens dans les territoires antérieurement sous influence française.

E. La conformité de l'analyse du gouverneur Murray avec l'ensemble de la politique britannique

L'analyse qu'avait faite Murray des droits des Indiens à Tadoussac n'avait rien d'original. Elle s'inscrivait dans le droit fil de la politique adoptée par les Britanniques à partir d'au moins 1763. En 1767, dans une lettre au Board of Trade, Murray déclara que les terres du Domaine du Roi étaient réservées aux Indiens puisque les Couronnes française et britannique, tour à tour, ne les avaient occupées que selon le bon vouloir des Indiens :

*The Lands of the King's domain were never ceded to nor purchased by the french King, nor by his Britannick Majesty; But, by Compact with the savages inhabiting the said Lands, the particular Posts or spots of ground, whereon the Kings buildings are erected and now stand, were ceded to the french King, for the purpose of erecting storehouses & other conveniences for the Factors Commis or Servants employed to carry on the trade [...] The Lands of the Domain therefore, are to all intents & purposes reserved, as hunting Grounds to the savages, of which they are very jealous on the least appearance of an encroachment even amongst themselves. With what propriety therefore, could the Governor have complyd with Mr. Allsopps petition for grants of Land there, would it not have been in direct contradiction to His Maj's. Proclamation?*⁸⁰

Le gouverneur Murray appliquait donc à la province de Québec l'idée générale que la présence française en Amérique du Nord était fondée sur le consentement des Indiens, dont le titre

⁷⁹ Sir William JOHNSON, « Review of the Trade and Affairs in the Northern District of America », 22 septembre 1767, dans Clarence W. ALVORD et Clarence E. CARTER, *Collections of the Illinois State Historical Library*, t. 16, « Trade and Politics 1767-1769 », Springfield (Illinois), Illinois State Historical Library, 1921, p. 34 (nos caractères gras).

⁸⁰ Lettre du Gouverneur Murray au Board Trade, *infra*, Annexe, II.B.3. (nos caractères gras).

foncier n'avait pas été affecté par cette présence. La Proclamation royale fut l'expression juridique de cette idée.

F. La conception indienne de l'application de la Proclamation royale à la province de Québec

Les Montagnais eux-mêmes avaient bien compris l'importance de la Proclamation royale. Quelque huit décennies après l'affaire *Allsopp*, ils présentaient leur propre pétition au gouverneur général du Canada, par l'entremise du député de la circonscription de Saguenay. Dans la lettre qu'il joignit à la pétition, celui-ci écrivait que le droit des Montagnais à leurs terres avait été confirmé en 1760, dans l'article 40 de la *Capitulation de Montréal*⁸¹. Puis, poursuivait-il :

*Une proclamation subséquente de sa Majesté George trois, émanée au mil sept cent soixante trois leur donne une garantie pour la possession de leurs [terres?] à chasse. Les Sauvages considèrent cette [Proclamation?] comme leur chartre [sic]!*⁸²

Pour leur part, les Indiens « domiciliés » (Mohawks, Algonquins, Abénaquis et Hurons) rappelaient souvent aux dirigeants coloniaux que la Proclamation royale se bornait à confirmer des promesses qui leur avaient été faites avant 1763.

Le discours de 1769 des chefs Mohawks d'Akwesasne — celui-là même que la Cour d'appel du Québec a jugé suffisant dans l'arrêt *Côté* pour prouver l'existence du Traité de Swegatchy — commençait par une commémoration de ce traité, mais concluait en invoquant la Proclamation royale :

You will likewise remember that in Spring 1764 you [Sir William Johnson] ordered your Deputy, to publish & explain to us His Majesty's most gracious Proclamation of Oct. 1763 confirming &

⁸¹ Voir « Articles of Capitulation, Montreal », dans Adam SHORTT et Arthur G. DOUGHTY, *Documents Relating to the Constitutional History of Canada, 1759-1791*, partie 1, Ottawa, King's Printer, 1918, p. 20.

⁸² Le texte inséré entre crochets est celui qui, probablement, se trouvait sur une partie de la page perdue de l'original. Voir la pétition de M. de la Terrière, M.P.P., *Montagnard Indians of Saguenay* (1846), reproduite dans Anne-Marie PANASUK et Jean-René PROULX, *La résistance des Montagnais à l'usurpation des rivières à saumon par les Euro-Canadiens du XVII^e siècle au XX^e siècle*, thèse de maîtrise, Université de Montréal, 1981, p. 399. (L'original est aux Archives nationales du Canada, RG 10, vol. 122, pp. 5790-5792, bobine C-11841.)

securing to us our Possessions & Hunting grounds when at the same time you desired to collect our still dispersed People to their respective Nations & Villages.⁸³

Trois ans plus tôt, des représentants de plusieurs nations « domiciliées » s'étaient dit satisfaits au gouverneur Carleton de Québec et au gouverneur Clinton de New York de la protection que leur offrait la Proclamation royale :

Brothers;

Having at the same time heard, that you were to ascertain and fix the Boundaries between your respective Provinces, we saw it a very proper and Convenient opportunity to return the great King of England our Father our most humble Thanks through you for having most graciously taken Notice of all Indian Nations, their Lands, & Trade in America in his Royal Proclamation of October 1763; which our friend & brother Sir William Johnson had then published to us by his Deputy Captn. Claus & we most heartily Request of you to support and Protect us in the same, as our hunting grounds lay chiefly in your two Governments.

*A large Belt of black Wampum.*⁸⁴

En réponse, les deux gouverneurs assurèrent les Indiens que cette protection leur était acquise :

Brothers,

*As we are persuaded that you will not be wanting on your Parts to merit that Protection which has been granted to you by the British Crown, we shall always discourage every attempt made in our respective Provinces of New York and Quebec to disturb you in these Rights and Privileges, which have been confirmed to you & shall endeavor, by every means, to promote a Mutual Confidence and good Understanding in the Seven Confederate Indian Nations;*⁸⁵

⁸³ « A meeting with the Aughquisasnes [Sault St.Louis alias Caghnawagey, Aug. 21, 1769] », dans Alexander C. FLICK, *The Papers of Sir William Johnson*, t. 7, Albany, University of the State of New York, 1931, pp. 109 et 110 (nos caractères gras), cité dans R. c. Côté (C.A.), précité, note 1, 1367.

⁸⁴ « At a Meeting of a Deputation from the Seven Confederate Indian Nations in the Province of Quebec with their Excellencies the Governors of New York & Quebec in the North End of Lake Champlain the 8th September 1766 », Archives nationales du Canada, MG 11, C.O. 42, vol. 26, p. 278, bobine B-30 (nos caractères gras).

⁸⁵ *Id.*, p. 280.

Si un traité dont le texte n'a jamais été retrouvé fut jugé suffisant pour protéger les droits de chasse des Algonquins dont les ancêtres habitaient Oka⁸⁶, pourquoi en serait-il autrement de la Proclamation royale, que ces mêmes ancêtres invoquèrent dans le même but avec l'approbation tacite des autorités coloniales, quelques années seulement après son adoption?

G. La comparaison avec les Florides

Rappelons d'abord la décision du Conseil privé, en 1767, confirmant l'acquisition de terres mohawks par Sir William Johnson dans la colonie de New York. Les motifs de cette décision démontrent que dans les colonies où était permis l'établissement de sujets britanniques (*settlements*), la Proclamation royale protégeait les terres détenues en vertu d'un titre indien général⁸⁷, et non seulement celles qui avaient déjà été « réservées antérieurement » pour les Indiens⁸⁸.

Rappelons aussi que la Province de Québec n'était pas la seule province créée en vertu de la Proclamation royale. En Amérique du Nord, celle-ci délimitait aussi les frontières de la Floride orientale et de la Floride occidentale. La Floride orientale comprenait un territoire réclamé par l'Espagne depuis le XVI^e siècle, tandis que la Floride occidentale comprenait la partie de la Louisiane française située à l'est du Mississipi. Les traités, le contexte historique et la jurisprudence des Florides démontrent que dans ces nouvelles provinces britanniques, la Proclamation royale ne protégeait pas seulement les terres que les prédécesseurs coloniaux des Anglais avaient réservées expressément pour les Indiens.

Les Anglais se virent obligés de reconnaître immédiatement les droits fonciers ancestraux des Indiens dans l'ancienne colonie française de Floride occidentale. Le gouverneur George Johnstone et le surintendant des Affaires indiennes pour le département du Sud, John Stuart, informèrent Londres que les Anglais ne pou-

⁸⁶ *R. c. Côté* (C.A.), précité, note 1, 1363 et 1370.

⁸⁷ Rapport au sujet de la pétition de Sir William Johnson pour se faire confirmer sa concession dans la vallée de la Mohawk, colonie de New York, *infra*, Annexe II.E.

⁸⁸ *R. c. Côté* (C.A.), précité, note 1, p. 1362.

vaient s'installer dans cette province sans la permission des Indiens Creeks :

*The facts were, when we came to the province, our boundary with the Creeks was confined to the little brook which surrounded this town [Pensacola], at a distance of three hundred yards; with a prohibition of any goods being sent into that nation from this province, under the penalty of death. The former inhabitants on the east side of Mobile, had been threatened with destruction, if they did not remove from the land which the Creeks said had only been lent to the French.*⁸⁹

La première cession de terres dans cette province eut lieu en septembre 1764, moins d'un an après la promulgation de la Proclamation royale. Les Indiens Creeks cédèrent alors quelques milles carrés au commandant du fort, à Pensacola⁹⁰.

En mars 1765, Stuart et le gouverneur Johnstone tinrent une réunion formelle avec les Indiens Choctaws et Chickasaws. Le gouverneur commença son discours en lisant aux Indiens les dispositions de la Proclamation royale qui interdisaient l'établissement de colons sur leurs terres⁹¹. À l'issue de cette réunion fut conclu le Traité de Mobile, dans lequel les Choctaws et les Chickasaws convenaient d'une frontière nord pour l'avancée maximum de la colonisation britannique, et cédaient toutes leurs terres au sud de cette frontière⁹².

Un traité semblable fut négocié avec les Creek deux mois plus tard, mais Johnstone et Stuart déplorèrent que le territoire cédé fut moins vaste qu'ils ne l'auraient souhaité, « *being only about fifteen miles back* [de la mer], *which does not reach the rich soil* »⁹³. En 1765 fut conclu un autre traité en vertu duquel les Creeks cédaient des terres à Pensacola, tandis qu'à la fin de 1771

⁸⁹ Great Britain, Public Record Office, C.O. 5-582, p. 187, tel que cité par L. DEVORSEY, *The Indian Boundary in the Southern Colonies, 1763-1775*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1966, p. 206 (nos caractères gras).

⁹⁰ *Id.*, pp. 205-207.

⁹¹ *Id.*, p. 208.

⁹² *Id.*, pp. 209 et 210.

⁹³ *Id.*, pp. 214 et 215.

et au début de 1772, les Choctaws cédaient d'autres terres à Mobile⁹⁴.

En Floride orientale, Stuart rappela aux Creeks l'importance de la Proclamation royale lors d'une rencontre avec eux à Apalachie, en septembre 1764 :

I sent into your nation a copy of the Kings royal instructions to his governors concerning your lands, which you may be assured will be strictly observed, nor shall they [les Britanniques] *any where be settled beyond the limits established at the late Congress* [à Augusta, Géorgie, en novembre 1763] *without your consent.*⁹⁵

L'année suivante, Stuart et le gouverneur James Grant conclurent avec les Creeks un traité au Fort Picolata. Ce traité de paix confirmait une cession de terres effectuée par les Creeks⁹⁶. Un historien remarquera plus tard que le traité de Fort Picolata ne permettait la colonisation que sur une parcelle ridiculement petite de la Floride orientale par rapport au territoire que cette province occupait sur la carte coloniale⁹⁷.

Par ailleurs, la Floride orientale eut aussi son « affaire *All-sopp* ». En 1774, un mandat d'arrêt fut émis contre un ancien conseiller législatif pour avoir acheté les terres des Indiens en contravention avec la Proclamation royale. Usant d'un subterfuge, Jonathan Bryan avait en effet loué des Creeks un terrain à l'extérieur de la région que ces derniers avaient cédée par traité. Bryan s'était enfui dans la province voisine de Géorgie, mais le mandataire qu'il dépêcha plus tard en Floride orientale pour confirmer son bail fut arrêté⁹⁸.

Les traités conclus entre les Creeks et les gouverneurs des deux provinces de Floride furent ratifiés en novembre 1768, au cours d'une assemblée avec les représentants de la confédération

⁹⁴ *Id.*, pp. 220-223.

⁹⁵ Great Britain, Public Record Office, C.O. 5-66, p. 3, tel que cité dans L. DEVORSEY, *op. cit.*, note 89, p. 188 (nos caractères gras).

⁹⁶ *Id.*, pp. 191-195.

⁹⁷ C.L. MOWAT, *East Florida as a British Province, 1763-1784*, Berkeley, University of California Press, 1943, pp. 21-23 : « by this treaty there was gained for settlement a little piece of East Florida in its northeast corner, ridiculously small in comparison with the total area of the province on the map ».

⁹⁸ *Id.*, pp. 88-90, 93 et 94.

Creek à Augusta, en Géorgie, assemblée qui avait pour but principal de fixer la frontière de la colonisation anglaise dans les colonies du sud. Dans son rapport au roi, le Board of Trade approuva ces traités dont l'effet, à son avis, était de distinguer et de séparer les terres cédées à la Couronne par les Creeks de celles qui étaient réservées à leur usage comme terrains de chasse⁹⁹.

Quelques décennies plus tard, la Cour suprême des États-Unis allait devoir analyser les effets de ces traités. Dans une affaire concernant la propriété d'une terre initialement cédée par les Indiens Creeks et Seminoles en Floride orientale¹⁰⁰, le juge Baldwin déclara applicables les « dispositions indiennes » de la Proclamation royale, et jugea qu'un titre indien avait existé dans le territoire des deux nouvelles provinces britanniques.

Selon sa conclusion :

*It is clear then that the Indians of Florida had a right to the enjoyment of the lands and hunting grounds reserved and secured to them by this proclamation, and by such tenure and on such conditions as to alienation as it prescribed, or such as the king might afterwards direct or authorise. The Indians had also a right to the full enjoyment of such rights of property as the king might choose to impart to them by any regulation, by treaty or promise made to them by his authority.*¹⁰¹

En créant la Floride orientale et la Floride occidentale, selon la Cour suprême des États-Unis, la Proclamation royale y avait re-

⁹⁹ « Representation of the Board of Trade to the King upon Sir William Johnson's Treaty with the Indians », 25 avril 1769, dans John Romeyn BRODHEAD, *Documents Relative to the Colonial History of the State of New York*, t. 8, Albany, Weed, Parsons and Company, Printers, 1857, p. 161 : « that the Lands in the Colony of West Florida ceded to your Majesty by the lower Creek Indians, shall be distinguished and separated from the Lands reserved to them for their use, as their Hunting Grounds ». Les effets d'une cession Creek à la Floride orientale sont décrits dans des termes identiques.

¹⁰⁰ *Mitchel v. United States*, précité, note 19, 749.

¹⁰¹ *Id.*, pp. 748 et 749 (nos caractères gras). Cette décision contredit d'ailleurs l'obiter du juge Audette dans l'arrêt *The King c. Bonhomme*, (1918) 38 D.L.R. 647, 650 (Exch. Ct.), selon lequel « in the Royal Proclamation of 1763, [...] the lands therein referred to as reserved for the Indians are outside of Quebec [...]. In fact, they are lands outside the four distinct and separate governments, styled respectively Quebec, East Florida, West Florida, and Grenada ». D'ailleurs, la Cour suprême du Canada n'a pas souscrit à cette conclusion : voir Michel MORIN, « Un document inédit sur la portée territoriale de la Proclamation royale : Les notes des juges de la Cour suprême du Canada dans l'affaire *R. c. Bonhomme* », (1995) 26 *R.G.D.* 557, 560.

connu et protégé le titre indien. Il faut présumer que cette conclusion s'applique à la province de Québec, en l'absence de toute disposition d'exception pour celle-ci dans la Proclamation.

H. Les buts de l'Acte de Québec

La province de Québec conservera ses frontières originales telles qu'elles avaient été fixées par la Proclamation royale de 1763 pendant 11 ans. À compter de l'*Acte de Québec de 1774*, et jusqu'au traité de paix avec les États-Unis en 1783, la province de Québec s'étendait aussi loin que le Mississippi. Et jusqu'à ce que soit créé le Haut-Canada, en 1791, le Québec comprenait la portion méridionale de l'Ontario d'aujourd'hui.

Les dispositions de la Proclamation royale concernant les terres non cédées des Indiens furent appliquées au territoire annexé à la province de Québec en vertu de l'Acte de Québec. Détroit, par exemple, était en 1782 un village de 321 familles en majorité canadiennes-françaises, où 8 723 arpents de terre étaient en culture¹⁰². Cette année-là, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec informa les habitants de Détroit qu'ils détenaient leurs terres à titre de « libéralité temporaire » (*temporary indulgence*), puisque la Proclamation royale exigeait que tout achat de terres des Indiens soit approuvé par le gouverneur¹⁰³.

Après le Traité de Paris de 1783 entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, le gouverneur Haldimand donna des instructions à son lieutenant-gouverneur afin d'éviter que les réfugiés loyalistes ne s'installent dans la région où se trouve présentement la ville de Windsor (Ontario), avant que les Indiens n'y aient cédé leurs terres à la Couronne :

It will be expedient that Mr. McKee [surintendant-général adjoint des Affaires indiennes] *should explain to the Indians the nature and intention of the precautions the King has taken to prevent their being iniquitously deprived of the Lands, and that they formally, in council, make*

¹⁰² « A Survey of the Settlement of Detroit Made by Order of Major De Pester the 16 Day of July 1782 [South Shore Only] », dans Ernest J. LAJEUNESSE, *The Windsor Border Region; Canada's Southernmost Frontier, A Collection of Documents*, Toronto, Champlain Society, 1960, pp. 73 et 74.

¹⁰³ Lettre du lieutenant-gouverneur Hamilton au général Haldimand, Détroit, 9 septembre 1778, reproduite dans *id.*, p. 67.

*over to the King, by deed, the tract in question, for the purpose they wish.*¹⁰⁴

De même, la régie qu'on avait créée pour concéder les terres dans le district judiciaire de Hesse, où se trouve aujourd'hui la ville de Windsor, ne put émettre de certificats aux colons avant que les terres n'aient été cédées à la Couronne par les Hurons en 1790¹⁰⁵.

Juridiquement, l'application des « dispositions indiennes » de la Proclamation royale au territoire annexé à la province de Québec en 1774 s'explique du fait qu'elles s'appliquaient déjà à l'intérieur des frontières originales de cette province. Il est impossible que le rétablissement du droit privé français prévu par l'**Acte de Québec** ait annulé la reconnaissance du titre indien proclamée par la Proclamation royale¹⁰⁶, car l'Acte de Québec lui-même se voulait sans effet sur les droits fonciers :

*III. Pourvu aussi, et il est Etabli, que rien de ce qui est contenu dans cet Acte ne s'étendra ou s'entendra s'étendre à annuler, changer ou altérer aucuns droits, titres ou possession, résultans de quelques concession, actes de cession, ou d'autres que ce soit, d'aucunes terres dans la dite province, ou provinces y joignantes, et que les dits titres resteront en force, et auront le même effet, comme si cet Acte n'eut jamais été fait.*¹⁰⁷

En fait, en agrandissant le territoire de la province de Québec, l'intention du Parlement impérial n'était pas de diminuer les droits des nations indiennes, mais plutôt de mieux les garantir, selon l'exégèse que fit le sous-secrétaire d'État William Knox de l'Acte de Québec, peu de temps après sa mise en vigueur¹⁰⁸.

¹⁰⁴ Lettre de Haldimand à Hay, Québec, 14 août 1784, reproduite dans *id.*, pp. 159 et 160.

¹⁰⁵ Introduction, dans *id.*, p. cix; voir également « Indian Deed of Present Southwestern Ontario to King George III, May 19, 1790 », dans *id.*, p. 171.

¹⁰⁶ C'est pourtant ce que le juge Baudouin semble avoir voulu suggérer en écrivant, après avoir discuté la théorie voulant que le régime français ait éteint le titre indien, que « l'adoption de l'**Acte de Québec de 1774** a, en outre, établi une continuité juridique des régimes de propriété et de droit civil entre le colonisateur français et britannique et n'a donc pas rompu avec le régime antérieur ». Voir *R. c. Côté* (C.A.), précité, note 1, 1364.

¹⁰⁷ **Acte de Québec de 1774**, L.R.C. (1985), App. II, n° 2, art. 3.

¹⁰⁸ L'historien Sosin estime que Knox a fourni l'explication la plus rigoureuse des buts de l'**Acte de Québec**, celle qui reflète le plus fidèlement les opinions des ministres britanniques. Voir J.M. SOSIN, *op. cit.*, note 70, p. 247.

Le but premier de l'Acte de Québec, selon Knox, était d'annexer à la province de Québec le « territoire de l'intérieur »¹⁰⁹. Le territoire de l'intérieur avait été soumis jusqu'alors à un régime militaire dont l'objet était d'empêcher l'expansion de la colonisation, ce que les établissements canadiens-français de Détroit, de Michillimackinac et de l'Illinois acceptaient assez bien. Mais il était devenu nécessaire de réviser la façon de gouverner cet immense territoire car dans d'autres secteurs, les colons anglais ne cessaient d'affluer pour tenter de s'emparer des terres des Indiens. Une telle décision du Parlement britannique eut été pour le moins curieuse si ces dispositions n'avaient pas visé la province de Québec avant 1774.

Selon Knox :

In such parts of this pays desertè [sic] as lay more contiguous to the prescribed limits of the old colonies, and where there were no military posts kept up, the effects were very different. Emigrants in great numbers flocked thither from other colonies, took possession of vast tracts of country without any authority, and seated themselves in such situations as pleased them best. As no civil jurisdiction reached these intruders upon the King's waste, and as their numbers increased every day, insomuch that the native savages, in dread of their power, quitted these lands, and removed to others at a greater distance [...]

*That the mischief might not, however, farther extend itself, and the like reasons for erecting new colonies at a still greater distance from the sea coast may not again recur, the whole of the derelict country is, by the first clause of the act, put under the jurisdiction of the government of Quebec, with the avowed purpose of excluding all further settlement therein, and for the establishment of uniform regulations for the Indian trade.*¹¹⁰

Précisément parce qu'on n'y faisait pas exception aux principes de la Proclamation royale en matière de politique indienne, le Parlement britannique jugea que la province de Québec constituait la juridiction coloniale la plus apte à garantir le respect de ces principes et à protéger le titre indien. C'est pourquoi

¹⁰⁹ W. KNOX, *The Justice and Policy of the Late Act of Parliament for Making More Effectual Provision for the Government of the Province of Quebec*, Londres, 1774, p. 18.

¹¹⁰ *Id.*, pp. 19 et 20 (nos caractères gras).

les frontières du Québec furent modifiées en 1774 pour y incorporer le territoire de l'intérieur.

*

* *

En 1767, le Conseil privé jugea applicables à la province de Québec les « dispositions indiennes » de la Proclamation royale, lorsqu'il refusa la pétition de George Allsopp pour une concession de terres au Saguenay. La Proclamation royale interdisait toute colonisation à l'extérieur des colonies britanniques d'Amérique du Nord, réservant ainsi un immense territoire aux Indiens. À l'intérieur même des colonies où l'établissement des sujets britanniques (*settlements*) était permis, la Proclamation royale réservait aussi de vastes territoires à l'usage des Indiens du simple fait que ceux-ci les occupaient en vertu d'un titre indien.

La décision du Conseil privé au sujet des terres que les Mohawks avaient octroyées à Sir William Johnson dans la colonie de New York démontre clairement qu'aucune colonisation n'était permise dans les territoires des Indiens à l'intérieur des provinces, tant qu'ils n'avaient pas été cédés à la Couronne. Par ailleurs, la décision du Conseil privé dans l'affaire *Allsopp* démontre qu'en l'absence d'une telle cession, personne ne pouvait s'approprier ces territoires à quelque fin que ce soit.

Les Français ne donnèrent jamais à penser aux Indiens que leurs droits étaient menacés par les forts et les postes de traite qu'ils érigeaient sur le territoire. Par contre, ils mirent les Indiens en garde contre les Britanniques qui, selon eux, ne respectaient pas le droit des Indiens à la terre. Dans le but d'exclure les Britanniques du commerce avec les Indiens dans leurs zones d'influence, les Français promirent même de défendre le droit des Indiens à la terre.

Les Indiens considéraient qu'ils toléraient la présence française sur leur territoire en vertu d'un droit d'occupation qu'ils avaient concédé aux Français. Ils se méfiaient de l'expansion britannique et réfutèrent les prétentions des Anglais selon lesquelles le droit d'occupation des Français avait pu leur échoir sans l'accord préalable des Indiens.

La Proclamation royale de 1763, à l'instar de toute la politique indienne des Britanniques dans la seconde moitié du XVIII^e siècle,

visait à maintenir la paix avec les nations indiennes dans les parties de l'Amérique du Nord antérieurement sous influence française et ce, non seulement dans la région de l'Ohio et du sud des Grands Lacs où eurent lieu les combats les plus farouches de la « guerre de Pontiac », mais aussi dans la province de Québec.

Les Anglais reconnurent le titre indien en droit impérial au moyen de la Proclamation royale. Insatisfaites, des nations indiennes les contraignirent en outre à reconnaître explicitement, par traité, que les Français n'avaient jamais éteint le titre indien dans le territoire visé par le Traité de Paris. Pour les Britanniques, cette reconnaissance explicite était essentielle au maintien de la paix.

Dans les années qui suivirent la promulgation de la Proclamation royale, les Indiens qui se retrouvèrent dans les limites de la nouvelle province de Québec l'invoquèrent eux-mêmes très souvent comme reconnaissance officielle de leurs droits et ce, avec l'approbation des autorités coloniales de la province.

Les rapports du gouverneur Murray, sur lesquels se fonda le Board of Trade pour refuser la pétition d'Allsopp, postulaient que la présence française était sujette au consentement des Indiens dans la province de Québec comme ailleurs, et que cette présence n'avait pas affecté le titre foncier des Indiens. Ce postulat trouve son expression juridique dans la Proclamation royale.

L'interprétation selon laquelle la Proclamation royale réserve et garantit un titre indien général dans les frontières originales de la province de Québec, se trouve étayée par l'application non équivoque de ces principes dans les provinces britanniques de Floride orientale et de Floride occidentale, créées simultanément à la province de Québec, à même le territoire de colonies françaises et espagnoles cédées par le Traité de Paris.

Enfin, cette interprétation s'infère aussi du fait que les « dispositions indiennes » de la Proclamation royale reçurent application dans le territoire annexé à la province de Québec en vertu de l'*Acte de Québec*. L'examen des faits historiques révèle que la province fut agrandie en 1774 parce que l'extension de la compétence de son gouverneur en conseil sur le « territoire de l'intérieur » fut jugé le meilleur moyen d'y faire appliquer les « dispositions indiennes » de la Proclamation royale.

Annexe — Les documents

I. Le Conseil privé

A. La pétition est déferée au Comité des appels¹¹¹

May 11, 1767

At the Council Chamber Whitehall

By the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for Plantation Affairs

His Majesty having been pleased to refer unto this Committee the Memorial of Anthony Merry of London Merchant on behalf of himself George Allsopp, Joseph Howard and Edward Chinn Merchants and Inhabitants of His Majestys Province of Canada in North America¹¹², setting forth the Injuries they have sustained by being prevented from establishing a Trade with the Indians of a place called the Kings Posts of Tadousac and Chegotimi on the River Saguenay in that Province, And humbly praying that His Majesty will be graciously pleased to grant them an Order for liberty to dispose of such Goods as they have sent up to the said Posts or a Royal Mandate for a Grant of such Lands as are mentioned in a Petition presented by them to Governor Murray (a Copy whereof is annexed to this their present Petition)¹¹³ or to be otherwise relieved in the premises. The Lords of the Committee in Obedience to His Majestys said Order of Reference, this day took the said Petition and papers thereto annexed into consideration, and are hereby pleased to refer the same to the Lords Commissioners for Trade and Plantations, to hear the Petn. upon the Merits of the said Petition, and Report their Opinion thereupon to this Committee.

¹¹¹ Source : Archives nationales du Canada, RG 11, C.O. 42, vol. 6, p. 100, bobine B-23.

¹¹² Le Conseil privé lui-même lut la pétition du marchand londonien, Anthony Merry le 4 décembre 1766, et la défera ensuite au Comité des appels : J. MUNRO, *op. cit.*, note 54, p. 46.

¹¹³ Voir *infra*, Annexe, I.B.4.

B. La pétition et les documents de soutien sont lus¹¹⁴

1. La pétition

To the Kings Most Excellent Majesty in Council.

The Humble petition of Anthony Merry of London Merchant in behalf of himself George Allsopp Joseph Howard and Edward Chinn Merchants and Inhabitants of Your Majestys province of Canada in North America Sheweth.

That ever since the said provinces Submitted to your Majestys arms your petitioners have been Considerably Engaged in many Different Branches of Commerce both to and from the said province, but as the Trade that has (and might be more extensively) carried on with the Indians, at what has been called the Kings posts of Tadousac and Chegotimi on the River Saguenay in the neighbourhood of Lake St. John always appeared to them to be by much the most beneficial part of the Commerce of that province (not only by obtaining peltries from the Indians upon Reasonable and beneficial Terms but by Greatly augmenting the Consumption of British Manufactures and Increasing the Revenues of the Crown), they hoped from your Majestys most Gracious Proclamation of the 7th. of Octr. 1763 to have the free Benefit of that Branch of Commerce but to their great Concern & Surprize they found that all the Emoluments of such lucrative a Trade were Granted and Confined to particular persons for a Certain Term of Years.

That your Petioners deemed such a monopoly to be not only injurious to them but many more of Your Majestys Loyal and most faithful Subjects and inconsistent with the True Commercial Interest of Great Britain, they in the year 1763 and again in the year 1765 (joined by almost all the Considerable Traders to and from that part of Your Majestys Dominion) presented a memorial to the Honble Board of Trade, and to your Majesty Complaining of the Hardships of such a Monopoly & praying that the said Commerce might be laid open and made free to any person that might think proper to engage therein.

That on the 31st January 1765 his Excellency General Murray, Governor of the province, issued out a proclamation in your Majestys name Declaring the trade from those parts to be free open to all such person as

¹¹⁴ Source : Archives nationales du Canada, RG 11, C.O. 42, vol. 6, pp. 100-104, bobine B-23.

Chose to engage therein which Immediately encouraged Your petitioners to load a Vessell with sundry merchandize, provide Canoes, and every thing necessary & proper for carrying on said Trade then after obtained his Excellency the governors pass for that purpose, one of your petitioners having built a shed or warehouse for the reception of their Goods and the Traders and at a very considerable Expence Established themselves, gained the Indians to their Interest and made a settlement on Lake St. John they were Alarmed by the Annexed Notices and prohibition from prosecuting their plan, from Major Mills in Quality of Majestys Receiver General and another order for pulling down their warehouse from the president and Council.

Your petitioners likewise annex a petition presented by them to his Excellency the Governor for the Grant of a Tract of Land whereon to Build a House, warehouse &ca that the Indians might come on their Land to Traffick, in order to Remedy by that Means the mischief & Inconvenience that must attend the prohibitions again taking place after having been opened only just long Enough for your pets. and others to Engage in such Traffick at a Considerable Expence in sending in Goods which if they are not permitted to Dispose of must occasion a very great Loss to them, which petition was absolutely rejected by the Governor without any reasons given for such Refusal; Therefore Your Petitioners most humbly pray your Majesty, to grant them an order for Liberty to dispose of such Goods as they had sent up, or Your Majestys Royal Mandate for a Grant of such Lands as are mentioned in the annexed petition, or such other relief as Your Majesty may think adequate to the Injury they sustained and in petitioners as in Duty Bound shall we pray

Anthy. Merry

2. Lettre du Receveur général T. Mills¹¹⁵

Sirs

His Majesty having been pleased to appoint me Receiver General of the province of Quebec and amongst other Things given me the Charge of His Domain and Estate in Canada, and as it will be impossible for me to get to Quebec so early as may be necessary for the proper regulating of that part of His Domain commonly known by the Name of the Kings posts or Tadousac and its Dependency agreeable to my Instructions on

¹¹⁵ Certifiée copie conforme dans l'original.

that Head, and as I am informed that you act as Receiver General in said province for the time being by Order of His Excellency Governor Murray, I am hereby to Direct and Require you upon no pretence whatever to allow any person to go to the said Ports of Tadousac and the Dependency to Trade with the savages resorting thereto except those who are possessed of the Lease Granted by Governor Murray and should any Person have presumed to interfere or meddle with that part of His Majestys Estate before this comes to your Hand, I do hereby Charge you to represent the same to the Governor and Council, and to Demand on behalf of His Majesty that the said persons who have offered to Interfere (if any) may be warned of their Danger, and should permission have been Given by the Govr. and Council that the same may be Instantly withdrawn and these posts Conducted on the antient plan by reinstating the Leassees in the full Enjoyment of their Lease agreeable to the Tenor thereof until his Majestys Further pleasure is known

I am Sir
Your most hble servt.
Thos. Mills
Receiver General of the province of Quebec
London, 21st March 1766
To Richard Murray Esq.
Acting as Receiver General at Quebec

3. Résolution du Conseil¹¹⁶

Council Chamber Friday 8th. Augt. 1766

Present
The Honourable Paulus Emilius Irving Esq. President of the Council
Commander in Chief of the province
And
A Quorum of His Majestys Council

Resolved that an order be immediately sent to Mr George Allsop to cause take down and carry away the materials of the Houses by him Erected on the Kings Domain, being Land possessed by the savages contrary to his Majestys proclamation behest and the fifteenth day of october

¹¹⁶ Certifiée copie conforme dans l'original, avec la note : « Directed on the back to Mr. George Allsopp, Quebec ».

next, if Mr. Allsopp does not comply with said order within the time before mentioned

Resolved that a Warrant be granted to Peter Stuart Esq. one of his Majestys Justices of the peace to take down and Remove said Buildings

By Order of the Commander in Chief in Council

4. La pétition au Gouverneur en Conseil et sa réponse¹¹⁷

To His Excellency The Honourable James Murray Esq., Governor of the province of Quebec &c &c &c and To the Honble the Members of His Majestys Council of the said province

The petition of Anthony Merry Merchant in London George Allsopp Joseph Howard and Edward Chinn Merchants and Inhabitants of the said province Sheweth

That Your Petitioners under the Sanction of His Majestys proclamation of the 7th of October 1763 and of Your Excellencys proclamation of the 31st January 1765 have been at a great Expence and trouble in Establishing a Trade with the Indians at Chegoutimi on the River Saguenay in the Neighbourhood of the Lake of St. John and have also penetrated farther up that Country within the Limits of the said province in order to induce the Inland Indians to come down & traffick away their peltries which will not only lend to the Emolument of all that are or may be inclined to be Concerned in the said Trade but greatly Augment the Consumption of British Manufactures and also add Considerably to the Revenues of the Crown

That for carrying on the said Trade Your petitioners find it absolutely necessary to have at Tadousac and at Chegoutimi aforesaid a Tract of Land whereon to build a Dwelling house, Store houses and other offices as also Land for pasturage and firewood

Therefore Your petitioners humbly pray that Your Excellency & Honours will be pleased to order a Grant to be made out for your petitioners for a Tract or Tracts of one hundred acres of his Majestys unappropriated Lands at Chegotimi aforesaid for the purposes above mentioned under the Usual Restrictions and Limitations agreeable to his Majestys Instructions

¹¹⁷ Certifiée copie conforme dans l'original.

And Your petitioners shall pray &c
Quebec 30th May 1766
Council Chamber Quebec, 7th June 1766
Present
His Excellency the Honble Ja. Murray Esq. Govr.
And
A Quorum of His Majestys Council
Read the above petition
refused
(Signed) Ja: Murray

II. Le Board of Trade

A. La pétition est déferée au Board of Trade par le Comité des appels¹¹⁸

May 22, 1767

Read an Order of the Lords of the Committee of Council, dated 11th instant, referring to the Board, for their report, a memorial of Mr. Anthony Merry of London, merchant, in behalf of himself and others, relative to the injuries they have sustained by being prevented from establishing a trade with the Indians at the King's posts of Tadoussac and Chegotimi.

Ordered, that the said reference be taken into consideration on Tuesday next, and that the Secretary do write to Governor Murray, desiring the favour of his attendance at the Board on that day.

¹¹⁸ Source : *Journal of the Commissioners for Trade and Plantations from January 1764 to December 1767 Preserved in the Public Record Office*, Londres, His Majesty's Stationery Office, 1936, p. 391.

B. L'audition

1. Le procès-verbal¹¹⁹

May 26, 1767

Their lordships took into consideration the reference of Mr. Merry's petition, mentioned in the minutes of the 22nd instant, and Governor Murray attending was called in, and laid before the Board a state of the King's post of domain in Canada and the proceedings of government there, in respect thereto, after which, Mr. Merry having been heard in support of his petition, it was ordered, that the draught of a report thereupon to the Lords of the Committee of Council should be prepared.

2. Rapport du Gouverneur Murray au Board of Trade sur l'état des postes du Roi¹²⁰

State of the Posts of the Kings Domain in Canada, with an abstract of the proceedings relating thereto since the reduction of that Country

The Posts of the Kings domain vizt. Tadoussac, Islets de Jeremie, Chicoutimy and Sept Isles situated on the north side of the River St. Lawrence were during the french Government under the immediate management of the Director thereof who was appointed to that charge by the Governor & Intendant of Canada. He furnished them at the Kings expence with the merchandize & effects proper for the Indian Trade or fisherys which were carried on at these Several Posts, and received from thence likewise upon the Kings account the furr, oyl fish or other produce of the same. They had formerly been farmed but the lease expiring in 1756 they were advertised and no-one bidding for them on account of the war the Intendant lest the Savages should quit their usual haunts ordered them under the beforementioned direction, which continued until our arrival altho the expence far exceeded the produce. When they

¹¹⁹ Source : *id.*, p. 392.

¹²⁰ Source : Archives nationales du Canada, RG 11, C.O. 42, vol. 6, p. 106-108, bobine B-23. Ce document fut publié avec d'autres sous le titre « State of the Posts of the King's Domain in Canada » dans l'affaire du Conseil privé intitulée *In the Matter of the Boundary Between the Dominion of Canada and the Colony of Newfoundland in the Labrador Peninsula*, (1927) 6 *Joint Appendix* 2760.

were let out to farm the highest rent paid for them under the french Government was 7000 livres or £291.13.4 Str.

After the reduction of Canada in 1760 The Indians of the Domain deputed their Chief & Missionary to adress General Murray in their favour, & represented to him that they were in the utmost misery & distress Since the Conquest, destitute of provision & every necessary, begging that they might be taken under the protection of His Britannick Majesty and supply'd & maintained in the same manner they had been in the time of the French.

The General after enquiring into the nature & establishment of the Domain, reported a State of it to General Amherst who ordered it to be continued on the same footing as formerly, and an Agent or Director was appointed to supply them with merchandize &ca. & to receive the returns on the Kings Account. An Officer & Party was also ordered to the Posts to preserve order & prevent abuses & irregularity. In the year 1762 when the Accounts of the Domain were made up after a two years supply the clear Revenue arising to His Majesty appeared to be very trifling, which the General reported to the Board of Trade & to the Treasury, and recommended the letting them out to farm as the most advantageous measure for the public. He received in answer that he might dispose of them as he should judge most expedient. They were accordingly let out at lease to those who offered the highest price vizt. £400 p. annum. The terms of this lease were that the Leasees should enjoy the Posts of the Kings Domain for one year certain commencing from the first day of October 1762, and for fourteen years if no orders to the Contrary should arrive from Great Britain, and if such contrary orders should not arrive before the month of June in the next or any of the subsequent years, that the Leasees should enjoy the same until the first of October in the year following. The General reported his proceedings in this behalf to the Boards of Trade & Treasury for their approbation but received no answer at that time.

(7 Octr. 1763)¹²¹ His Majesty was pleased to issue His Royal Proclamation signifying his pleasure with regard to North America and enjoining that the Trade with the Indians described therein might be free & open to all His Subjects.

(31 Janry. 1765) Genl. Murray issued a proclamation in consequence of that of the King last mentioned setting forth that hostilities were now

¹²¹ Les dates figurant ici entre parenthèses figurent en marge dans l'original.

ceased with the several Indian nations who had lately appeared in arms against His Majesty and a friendly intercourse between His Majestys Subjects & them thereby restored, declaring that the trade with the several Indian nations living under his Protection was free and open to all His Subjects under the restrictions mentioned in said Royal Proclamation.

The General having been doubtful whether the Kings Domain in Canada & the lease thereof granted on behalf of His Majesty was or was not affected by the Kings Proclamation as no express mention was therein made of the same, had reported his thoughts on that subject to the Board of Trade and received for answer in general terms that the fate of the Posts of the Kings Domain was determined by the said Royal Proclamation of 7th. Octr. 1763.

(9 March 1765) Several merchants in Quebec misunderstanding the purport of the Kings Proclamation (as the Leasees apprehend) apply'd to the Governor & Council for liberty to Trade to His Majestys Domain. The Leasees did not conceive their Lease to be in any respect invalidated by the Royal Proclamation but rather strengthened as they apprehended the Proclamation could only be understood to give His Majestys American Subjects a free passage over his ungranted & unleased Lands which yield him no profit, but by no means to destroy such leases as produced a considerable annual rent to His Majesty and thereby render the lands so leased of no advantage to His Revenue; But as said Leasees had very considerable property at stake which by laying open the Domain would be greatly injured, and in order to gain time until His Majestys further pleasure should be known they Represented their case to the Governor & Council praying that they might be supported in their possession until the last day of September following. In council it was resolved that as their request appeared highly just & reasonable an Advertisement should be inserted in the Quebec Gazette forbidding all persons from interrupting them in their Trade to the Domain under any pretext whatever until the last day of August following which was giving sufficient time for any Traders to avail themselves of the same for the succeeding year if the Domain should finally be laid open.

(Octr. 1765) Messrs. Alsop Chinn & Co. Apply'd to Government for a special permission to trade with the Indians of the Domain in particular. The General on this occasion equally as tender of Injuring the Individuals concerned in the Lease by any Act of his, as zealous to comply with the letter of the King's Proclamation Granted to Messrs. Alsop & Co. a gen-

eral permission to trade with the Indians within the Province in conformity to the same.

(21 March 1766) Thomas Mills Esquire upon his appointment to the Office of Receiver General for the Province of Quebec being among other things charged with the Superintendency of the Kings Domain & Estates in Canada to receive the rents & Revenues thereof and to enquire into the state & nature of the lease of the Posts of the Domain granted as before mentioned by General Murray and to report thereon, wrote to the Acting Receiver General for the time being, directing him to apply to the Governor & Council to support the Leasees in the uninterrupted possession of their Lease until His Majestys pleasure should be further known.

(2 June 1766) The Acting Receiver General in conformity to the above directions laid Mr. Mills's letter before the Council & joined the Leasees at same time in representing that Messrs. Alsop & Co. had prepared two vessels laden with matterials for Building on the Domain contrary to the spirit & meaning of the Kings Proclamation, praying that such proceedings might be prevented and that the Leasees might remain in peaceable possession agreeable to the tenor of their lease. In consequence of the aforesaid Representation the Governor & Council altho they did not consider Mr. Mills's letter to the Acting Receiver General as of sufficient authority to forbid any persons but the Leasees from trading to the Domain, ordered that Messrs. Alsop & Co. should be warned & forbid at their peril to erect buildings on the lands reserved by His Majs Proclamation to the savages within the Province, & that they or others transgressing in such case should be prosecuted according to law.

(July 1766) The Receiver General arrived from England, and having examined into the state of the Kings Domain & the lease thereof granted, and finding that Mr. Alsop & Co. still persisted in erecting Buildings thereon to the great hurt of the Leasees and detriment of the Kings Revenue notwithstanding the notice that had been given them, moved the Governor & Council to reconsider the case & grant protection to the Leasees who had on their parts in every respect fulfilled the conditions of the Lease, begging it might be made known to all His Majs subjects that the Posts of the Domain were by no means laid open & that all other Persons whatsoever might be strictly forbid to trade thereto. At same time an Affidavit of Mr. Peter Stuart a Justice of the peace residing at the Posts as Agent for the Leasees, was laid before the Council setting forth, that Messrs. Alsop Chinn & Co. had tradeD with the Indians of the Domain, supply'd them with quantitys of spirits the preceeding winter which kept them idle instead of hunting as usual for their support &

rendered it dangerous to reside at the Posts & that they actually had erected buildings there contrary to the King's Proclamation & the orders of the Governor & Council, and further that Mr. Chinn had declared he did not value the Orders of the governor & Council and would proceed with his buildings.

(15 August 1766) The Honble Paulus E. Irving, Esqr. Commander in chief & President of the Council for the time being taking the matter further into consideration with consent & advice of the Council ordered a Warrant to issue to said Mr. Peter Stuart authorising him to take down & remove all Buildings which were or should be erected by Messrs. Alsop Chinn & Co., their agents or others on His Majestys Domain and a Party of men was dispatched to see the warrant put in execution.

(9th October 1766) Lieut. Governor Carleton being arrived, Application was made to him by Messrs. Alsop Chinn & Co., requesting a suspension of the Warrant granted by Col. Irving to take down & remove their Buildings, which suspension was granted and another Party of men sent to recall the other, and to put Messrs. Alsop Chinn & Co. into possession with free liberty to trade with the Indians of the Domain.

I do certify the above to be a true state of the case.

Ja: Murray

As Messrs. Alsop Chinn & others may have complained of the Posts being farmed as a measure detrimental to the Trade of the Province and may have insinuated that their being laid open would occasion a greater consumption of British manufactures. It may not be improper here to remark

That the Country those Indians inhabit being altogether incapable of Cultivation and the hunting season lasting but for about six months of the year, they are reduced to almost an entire dependance the rest of the time on the supplies brought them by the person farming the Posts. It is well known that all Savage people are naturally indolent and calculate only for the present moment, and were they indulged at pleasure with spirituous liquors to which they are unconquerably addicted, and which the introducing a general trade among them must inevitably occasion from the natural competition that would arise among contending adventurers they would in a few days perhaps often in a few hours consume the whole produce of their years labour, and on the approach of the rigorous winter finding themselves wives & children naked destitute & exposed to all the miserys of that climate would wreck their vengeance indiscriminately on the first Europeans or other white people they met as

the immediate authors of their misfortune. To prevent these impending Consequences which were seen & proved by many Examples to be inseparable from the plan of laying the Posts open, The french who more than any other nation seem to have studied the temper and Genius of the Indians, adopted this plan of farming out the Posts & it is plain they succeeded in it. Clerks or Factors were established at the different Posts to supply the savages with what their necessitys reasonably required, rates were fixed for the Trade. When an Indian family came to a Post, whether they had been successful in their hunting or had nothing to exchange, they were always supplied with necessarys until the chance of the hunt should enable him to pay, and in the case of sickness or Death their wives & orphans were maintained & supported until capable to provide for themselves. This created the strongest tyers of Gratitude friendship & interest in both Partys. The Indian was spurr'd to industry & eagerly pursued the most probable means of obtaining wherewith to repay his Benefactor & to fit himself & family out anew for another season. The Merchant farming the Posts, his Agents or Factors on the other hand were bound by interest to supply the Indian; to keep him sober & support him in distress as the only means to recover his property, for if the poor savage is abandoned in the hour of want, or dyes by means of intoxication, as he leaves no property behind him so the Merchant loses his Debt. By this friendly intercourse, by this fatherly treatment of the Indians, which the French have alwise found it their interest to practice and encourage, The Indians saw the exchange or Traffick they made with the eyes of sober reflection, looked forward with joy for the returning season of meeting with the Trader whom they considered as their Father friend and Benefactor, were pleased upon a re-view of their past Transactions, and formed in the course of them such an attachment to the Trader & the nation to which he belonged as neither time, change of power, the Address of the English, nor any other consideration could efface. The proof of this is undeniable in the late troubles when the [sic] massacred almost every English subject they could lay hands on, and at same time allowed the French Canadian Traders not only a free access as their friends, but were by their interposition prevailed on to release or ransom such of the Prisoners as were alive when they came to a Parley at the late affair of Michilimackinac. By this System of management the affections of the Indians were also secured to the Crown without any expence to Government besides a clear revenue arising to the King. By laying them open every the lowest of the people whose Credit may extend to a cask of spirits will have access to them & take advantage of their simplicity. All those salutary purposes above mentioned will be frustrated, for it is irreconcilable to reason & the nature of things, that it can

consist with the Interest of any individual to keep large storehouses with quantities of provisions & merchandize for the supply of the Indians without being assured of the produce of their hunting to pay the expence which cannot be while he is liable to be robbed of his returns by the first stranger who is wicked enough to intercept the Indian on his way to his Post & by alluring him with liquor deprive the Indian of a future Credit. And yet without such a sure & permanent resource of a fixed storehouse, the savages must often perish in numbers from mere want, so that in a little time almost the whole of the Trade to the Domain will be confined to selling spirits to the Indians which from the contiguity of the Posts to the Inhabited parts of the Province will be utterly impossible to hinder the lower sort of people from carrying among them. The Indian who has thus invested his produce, Glutted himself with liquor, & on the return of reason sees himself & his family naked & abandoned, now destitute of the resource of a certain Credit he formerly was sure of in all circumstances, will naturally inveigh against the man he has been injured by, and if he happens to survive the misery he is by this means exposed to, will be sure to revenge himself the first opportunity on the first of the color he meets with. Hence murders, rapine and devastation must ensue. An instance has already happened by a New England Vessel putting into these Posts since we have been in possession of the Country when several Indians were murdered, and had it not been for the timely interposition of the General who with trouble got them soothed & ordered a recompence to the suffering familys of the Indians who were killed, it's hard to say where the vindictive spirit of these people might have carried them. On the whole it is plain that instead of encreasing the Consumption of manufactures as may be pretended, the sure & inevitable consequences that must follow the measure of laying the Posts open, will be fatal in their immediate Effects, will depopulate the country and end in almost the total extirpation of these unhappy people in a few years time, will bring the present consumption of manufactures to nothing & by losing the people will follow a total loss of Returns to Britain.

The above remarks coincide entirely with my Notions and Opinions of the Matter in Question.

Ja. Murray

3. Lettre du Gouverneur Murray au Board of Trade¹²²

May 26, 1767

My Lords

The Lands of the King's domain were never ceded to nor purchased by the french King, nor by his Britannick Majesty; But, by Compact with the savages inhabiting the said Lands, the particular Posts or spots of ground, whereon the Kings buildings are erected and now stand, were ceded to the french King, for the purpose of erecting storehouses & other conveniences for the Factors Commis or Servants employed to carry on the trade; and the savages residing within the Limits of the Domain, & who resort to the said Posts of His Majesty at certain seasons of the year, were adopted as Domiciled Indians under the sole & immediate protection of the King, & so remained till the reduction of the Province, & a Missionary was sent to reside constantly among them. The Lands of the Domain therefore, are to all intents & purposes reserved, as hunting Grounds to the savages, of which they are very jealous on the least appearance of an encroachment even amongst themselves.

With what propriety therefore, could the Governor have complyd with Mr. Alsops petition for grants of Land there, would it not have been in direct contradiction to His Majs. Proclamation? & I flatter myself the contempt he has shown to the said Royal Proclamation, & his Majs. Government, will be far from entitling him to the favor he claims from the Kings servants here. I must further add that this man has been the author of all the disputes, factions, & jealousies which have taken place, since the establishment of civil government in the Colony, and I firmly believe his Enterprise to these Posts was with a view to augment the same, he being the only man who attempted it corroborates this opinion.

I have the honor to be with great Truth and Regard
My Lords your Lordships most obedient, and most humble Servant,
Ja. Murray

¹²² Source : Archives nationales du Canada, RG 11, C.O. 42, vol. 6, p. 109, bobine B-23. Ce document fut publié avec d'autres sous le titre « State of the Posts of the King's Domain in Canada » dans l'affaire du Conseil Privé intitulée *In the Matter of the Boundary Between the Dominion of Canada and the Colony of Newfoundland in the Labrador Peninsula*, précitée, note 120, 2766.

C. La décision du Board of Trade

1. Le rapport¹²³

June 2, 1767

To the Right Honourable the Lords of the Committee of His Majesty's most Honourable Privy Council for Plantation Affairs.

My Lords,

Pursuant to your Lordships Order of the 11th of May, we have taken into our Consideration the Memorial of Anthony Merry of London Merchant, in behalf of himself, George Alsopp, Joseph Howard, and Edward Chinn, Merchants and Inhabitants of His Majesty's Province of Canada in North America, setting forth the Injuries they have sustained by being prevented from Establishing a Trade with the Indians at a Place called the King's Posts of Tadousac and Chegotimi on the River Saguenay in that Province; and humbly praying that His Majesty will be graciously pleased to grant him an Order for Liberty to dispose of such Goods, as they have sent up to the said Posts, or a Royal Mandate for a Grant of such Lands as are mentioned in a Petition presented by them to Governor Murray on the 30th of May 1766, or to be otherwise relieved in the Premises: whereupon we beg leave to Report to your Lordships,

That we have thought it our Duty upon this Occasion to call upon His Majesty's Governor of Quebec, now residing here, for such Information, as he might be enabled to give us respecting the State of these Posts, and his Conduct and Proceedings in regard thereto.

The Report, which His Majesty's Governor has made to us (a Copy whereof is hereunto annexed)¹²⁴ will fully inform your Lordships of the nature of these Posts; of the Regulations under which the Trade there has been carried on; and of the Grounds and Reasons upon which those Regulations were founded; and upon a full Consideration of this Matter and of all that has been offered by Mr. Merry in Support of his Petition, we are of Opinion, that, whatever Right he and his associates may have derived from His Majesty's Proclamation of the 7th of October 1763 to

¹²³ Source : Archives Nationales du Canada, RG 11, C.O. 43, vol. 1, pp. 351-355, bobine B-831.

¹²⁴ Voir *supra*, Annexe, II.B.3.

carry on a free Trade at these Posts, (which is a Question we shall not take upon us to decide;) yet that the erecting Buildings and Warehouses there, upon the Idea of permanent Establishment, is expressly contrary to both the Letter and Spirit of that Proclamation; That their proceeding to carry a plan of that Sort into Execution, after they had been warned to the Contrary by proper authority, was irregular, and that the Request they now make for a Grant of Lands at the Post of Chicoutimi ought not to be complied with.

As to the Request that they may have Liberty to dispose of such Goods as they have sent to these Posts, it is a matter which must finally depend upon the Question, whether the said Posts are, or are not, to be continued upon the Plan of their original Establishment as part of the Royal Domain. If His Majesty shall, upon the advice of the Commissioners of His Treasury, before whom this Consideration now lies, be induced to continue them upon that Plan, we think it will be just and equitable, that this Society of Merchants should be permitted to sell and dispose of such Goods and Merchandize as were actually and bonâ fide lodged and deposited there upon their account, antecedent to the Resolution of the Governor and Council of the 8th of August 1766, annexed to their Petition; with an Exception however to all spirituous Liquors of every kind, the unrestrained Supply of which to the Indians has been found to be attended with the most pernicious Effects.

2. Sanction¹²⁵

June 3, 1767

Their lordships took into further consideration the reference of the petition of the Society for the propagation of the Gospel in foreign parts [...] and the draught of a report to the Lords of the Committee of Council thereupon having been prepared, was agreed to, transcribed and signed; as were also reports to the Lords of the Committee of Council upon the petition of Mr. Merry, relative to the King's posts in Quebec [...]

¹²⁵ Source : *Journal of the Commissioners for trade and Plantations from January 1764 to December 1767 Preserved in the Public Record Office, op. cit.*, note 118, p. 393.

D. La décision du Comité des appels et la sanction du Conseil privé¹²⁶

At the Court at St. James's
the 26th Day of June 1767

Present

The Kings Most Excellent Majesty in Council

Whereas there was this Day read at the Board, a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for Plantation Affairs dated the 12th. of this Instant in the Words following, vizt.

Your Majesty having been pleased by your Order in Council, of the 3rd of December last to Referr unto this Committee the humble Petition of Anthony Merry of London Merchant, in behalf of himself, George Allsopp, Joseph Howard and Edward Chinn Merchants and Inhabitants of your Majestys Province of Canada in North America, Setting forth, amongst other things, that in Consequence of your Majestys Royal proclamation of the 7th of October 1763, and of another proclamation issued in Your Majestys Name, by his Excellency General Murray, Governor of Quebec, on the 31st Day of January 1765, the petitioners were encouraged to load a Vessel with sundry Merchandize provide Canoes, and every thing necessary and proper for carrying on the Trade with the Indians at a place called the Kings posts of Tadousac and Chegotimi on the River Saguenay in the Neighbourhood of Lake St. John, and having built a Shed or Ware-house for the Reception of their Goods, and at a very considerable Expence established themselves gained the Indians to their Interest and made a Settlement on Lake St. John they were prohibited from prosecuting their Plan by your Majesty's Receiver General and the president and Council of Quebec, and humbly praying that your Majesty will be graciously pleased to grant them an Order for Liberty to dispose of such Goods as they had sent up or your Majestys Royal Mandate for a Grant of such Lands as are mentioned in a Petition presented by them to Governor Murray, or to be otherwise relieved in the Premises. The Lords of the Committee in Obedience to your Majesty's said Order of Reference

¹²⁶ Source : Archives nationales du Canada, RG 11, C.O. 42, vol. 6, p. 171 et 172, bobine B-23. Cette décision est reproduite sous le titre « Order-in-Council, 26 June, 1767 Respecting the Trade of Tadoussac, etc. », dans l'affaire du Conseil privé intitulée *In the Matter of the Boundary Between the Dominion of Canada and the Colony of Newfoundland in the Labrador Peninsula*, précitée, note 36, 3258 et 3259.

this Day took the said Petition together with a Report made thereupon, by the Lords Commissioners for Trade and Plantations, dated the 2nd. of this Instant into their Consideration and do agree humbly to Report to your Majesty as their Opinion, That the Petitioners had no Right, by Your Majestys proclamation of the 7th of October, 1763, to trade at the Posts of the Royal Domain at Tadoussac and Chegotimi on the River Saguenay in the province of Canada or to erect any Magazines or make any Establishment for the purpose of Trade there, and that your Majestys Right thereto ought to be considered as excluded from the general Right of Free Trade Granted by the said proclamation and ought to be carried on only by your Majestys Lessees under your particular Licence for that Purpose, and that the Buildings and Magazines Erected at the said posts by the petitioners should be demolished, And that the Goods sent there by the petitioners be returned to them notwithstanding the manner in which they conveyed them thither. And their Lordships humbly submit to your Majesty, that the said Petition of Anthony Merry and others should be dismissed.

His Majesty taking the same into Consideration, was pleased with the Advice of His privy council, to approve thereof, and to order, as it is hereby ordered, that the Buildings and Magazines Erected at the said posts by the Petitioners, be demolished, and that the Goods sent there by the petitioners be returned to them. And it is hereby further ordered that the said petition of Anthony Merry and others be Dismissed this Board. Whereof the Governor, Lieutenant Governor or Commander in Chief of His Majestys province of Quebec for the time being, and all others whom it may concern are to take notice and Govern themselves accordingly.

E. Rapport au sujet de la pétition de Sir William Johnson pour se faire confirmer sa concession dans la vallée de la Mohawk, colonie de New York¹²⁷

May 12, 1767

[Reference to the Committee, and by them on 8 July to the Board of Trade, of]¹²⁸ the Memorial of Sir William Johnson Bart. — His Majesty's sole Agent and Superintendent of Indian Affairs of the Northern district

¹²⁷ Source : James MUNRO (dir.), *Acts of the Privy Council, Colonial Series*, t. 4, « 1745-1766 », Londres, His Majesty's Stationery Office, 1911, pp. 748-751.

¹²⁸ Le texte entre crochets l'est aussi dans la transcription citée; il s'agit d'un résumé des éditeurs.

of North America, and Colonel of the Six United Nations, their Allies and Dependants &c. humbly praying for the reasons therein contained, that his Majesty will be graciously pleased to grant to him and his Heirs a certain Tract of Land on the North side of the Mohawk River, to which the Memorialist has an indisputable Indian Title, to confirm him in his Rank, to augment his Salary as Superintendant of Indian Affairs in such manner as to enable him to support the Expence thereof, to grant him a Recompence for his Pay as an Officer, and for the money he has advanced for the Publick Service, or to relieve him in such other manner as His Majesty in his great Wisdom shall judge most fit.

May 16, 1767

[The Committee refer back to the Board of Trade their report of 20 Feb. for further information upon the authenticity of the grant made to Sir William Johnson, and whether any of the lands lie within the parts reserved to the Indians by the proclamation of 7 Oct. 1763, or by any compact with the Indians.]

August 26, 1767¹²⁹

[On the Committee report of 24 Aug., the grant is confirmed and the Attorney and Solicitor General ordered to prepare the draft of an instrument for the purpose. The Board of Trade reported that with respect to the first of these particulars wherein the Memorialist Solicits Your Majesty's Bounty for conferring upon him and his Heirs the Grant of a Tract of Land lying on the North side of the Mohawk River near Canajoharee the Memorialist sets forth that this Grant was bestowed upon him by a Deed from the whole Mohawk Nation in Testimony of their Friendship for him, for which he then paid them before Witnesses one thousand two hundred pieces of eight and that the expences of Surveying and of some Presents since made to the Indians amount to as much more :

That before the said Lords Commissioners proceed any further in stating the several Circumstances that seem particularly to distinguish the Case of Sir William Johnson, they observe;

That there are certain General objections which have always been understood to take place against the practice of private persons obtaining Grants and Concessions of Lands from the different Tribes and Nations of Indians; a proceeding which the policy and Experience of all

¹²⁹ Pour en faciliter la lecture, ce texte a été fractionné en paragraphes.

times have agreed to look upon in a very unfavourable Light, in as much as the many fraudulent and irregular Courses that have been taken for inducing the Savages to alienate and dispose of large Tracts of Land have been found not only highly injurious and offensive to them, but of very prejudicial Consequences to the Interest of the Crown, as well as those of the particular provinces within whose Limits such Grants have been obtained, and in no province have these Inconveniences been more sensibly felt than in that of New York;

That upon these reasons it was founded as a principle, That no Subject should purchase Grants of Lands from the Indians, and this Doctrine in General obtained throughout the Provinces till Your Majesty's Proclamation of the 7th of October 1763 put a more effectual Stop to the practice of an express prohibition strictly forbidding any private person to presume to make any purchase from the Indians of any Lands reserved to the said Indians within those parts of the Colonies where your Majesty had thought proper to allow Settlement, alledging it as the Ground and Foundation of this prohibition, that great Frauds and Abuses had been Committed in the purchasing Lands to the great prejudice of the Interests of the Crown and to the great Dissatisfaction of the said Indians;

That having thus stated the general Objections and Impediments which stand in the way of Grants of Land obtained by purchase from the Indians, the said Lords Commissioners proceed to Consider the Case in Question by which it may be more clearly distinguished how far it is or is not affected by the Circumstances above Stated and consequently the Committee be better able to judge what Degree of Favour and Attention is due to this Branch of the Memorialists petition;

Had this Transaction with the Mohawk Nation for the Surrender of a Considerable Tract of Lands to a private person, without a Licence from the Crown, taken place subsequent to the proclamation above referred to, it is clear beyond a Doubt that such a proceeding would have been expressly Disallowed as Contrary to the Letter of the said proclamation, it seems therefore in the first place necessary to premise that this Grant being obtained previous to the date of that proclamation and the Lands in Question not lying within these Territories which not being ceded to, or purchased by the Crown, are by the above proclamation reserved to the Indians, and all Settlement thereon expressly Disallowed, no absolute Deprivation or disability can result to the Petitioner from the Terms and provisions of your Majesty's Proclamation;

That upon these Grounds it is the petitioner finds what he Terms in his Memorial an indisputable Indian Title to the Grant in Question; not a Title obtained (as has been commonly the Case) by base and fraudulent means, or which can be supposed to be productive of Illwill and Dissatisfaction to the Indians, not a Clandestine or partial purchase from a few deluded Savages, not specially empowered for such Purchases, but a free voluntary and general Concession made by the whole Mohawk Nation in Testimony of their Friendship and Esteem for his person;

That the Established Character and Reputation of Sir William Johnson leave no room to doubt of the Veracity of his relation of this matter as above Stated, and in this light it does not appear to the said Lords Commissioners that the Grant in Question can properly come under the description of a purchase, since the Money which the petitioner alleges that he paid to the Indians who bestowed these Lands upon him seems not so much to have been considered as an equivalent by way of Bargain as a Customary present regularly expected by them in acknowledgment even of their most disinterested Benefactions;

That as the peculiar Nature of Sir William Johnsons Connections with these Indians and the extraordinary Degree of Influence which he is known to have over them, may well account for this Mark of their Friendship and favour to him, so this Consideration not only exempts his particular Case from those general Objections that are found in the apprehension of prejudicial Consequences resulting from Dissatisfaction of the Indians, but leaves a Doubt whether on the Contrary they would not probably Consider themselves as suffering an Indignity and Affront by a Disallowance and refusal of their Grant;

That the Grant in Question does appear both by the returns of the said Lords Commissioners have received from your Majesty's governor of New York, as well as from the Survey made by Sir William Johnson to Amount to Sixty six thousand acres of Land, a larger portion than has been usually allotted professedly to any one Individual; To this Consideration they should naturally oppose the eminent Merits of the petitioner in the publick Service if they were not already too well known to need any particular Recapitulation or Description; They will undoubtedly have their due weight and Influence, and when taken into Consideration jointly with the Circumstances above related the Committee will then have everything before them that can direct their Judgments in this matter, according to which it will be for the Committee to determine what

advice it may be expedient to give to your Majesty relative to this Article of Sir William Johnsons Memorial;¹³⁰ [...]

That as to the Recompence which he is entitled to for his acting in a Military Capacity without pay, and which seems to be the only Circumstance which properly falls under your Majesty's Consideration, the said Lords Commissioners are inclined to think, that as Sir William Johnson has already received a parliamentary Bounty of five thousand pounds, if Your Majesty shall be pleased to bestow upon him the Grant of Lands above mentioned, such a Mark of Your Majesty's Favour may well be Considered by the Memorialist as an ample and sufficient Compensation for all such Arrears and Deficiencies on Account of his pay as in justice it may be incumbent on the Crown to make good.

May 3, 1769

[The instrument is approved in accordance with a report of 24 April from the Committee, to whom the draft was referred on 14 April.]

¹³⁰ Le rapport du Board of Trade sur les deux autres aspects de la pétition de Johnson — « pour le confirmer dans son rang (titre), pour augmenter ses émoluments comme surintendant des Affaires indiennes de façon à lui permettre d'en supporter la dépense » — a été omis